

la suite de notre enquête

QUE FAIT-ON MANGER AUX FRANÇAIS ?

aujourd'hui : le poulet P 2

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI
10
MARS
1976

N° 131

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

nouvelles menaces de Kissinger

INGÉRENCE INADMISSIBLE

Après HAIG, chef d'état major des forces US en Europe, c'est Kissinger lui-même qui vient de répéter les « pré-occupations » que susciteraient pour les USA, l'accession de la gauche au pouvoir dans les pays européens. Derrière cette ingérence grossière dans les affaires intérieures de notre pays, se profilent des menaces très précises contre l'indépendance nationale de la France, contre le développement des luttes révolutionnaires dans notre pays.

Les raisons US sont assez claires : Impérialisme en repli après ses défaites successives en Indochine, impérialisme concurrencé par la nouvelle super-puissance que constitue l'URSS, les USA, pour freiner leur déclin, entendent préserver à tout prix leur domination sur l'Europe de l'ouest.

Les USA ont renforcé considérablement ces dernières années leur pression sur les pays ouest-européens : les gouvernements de l'impérialisme français qui ont succédé à De Gaulle, liquident d'ailleurs, progressivement mais très visiblement, les résistances à ces pressions qui caractérisaient l'ère gaulliste.

En même temps que murissent dans des pays comme le notre la crise

et la montée des aspirations révolutionnaires, les perspectives de changements politiques importants font frémir les USA, deux raisons à cela :

o Le fait que l'accession possible au pouvoir d'un gouvernement de gauche accroîtrait les possibilités pour l'URSS de s'appuyer sur le PCF pour infléchir la politique française dans le sens des visées soviétiques.

o Le fait aussi que le murissement des aspirations révolutionnaires dans notre pays conduise à des changements politiques plus décisifs que le remplacement d'un gouvernement de gauche, bref conduise à une crise révolutionnaire.

On a vu récemment au Portugal comment l'impérialisme US a aidé financièrement, matériellement, etc... les partis réactionnaires et surtout le PS à juguler le mouvement des masses et favoriser un retour à la « normale ». Les menaces de Kissinger et de Haig indiquent simplement et cyniquement qu'une crise plus grave en France déboucherait sur une ingérence encore plus directe.

Les travailleurs ne peuvent tolérer de telles menaces. Certes ils ne peuvent nourrir aucune illusion sur les conséquences de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Certes ils ne peuvent sous-estimer les pressions

voir p. 4



EUZKADI CRIE: LIBERTE!



accidents de travail

DES MESURES ILLUSOIRES présentées par Durafour

voir page 4

Questions sur le Moyen-Orient

**INTERVIEW
DE FAROUK KADDOUMI
(ABOU LOTOV),
chef du département politique
de l'OLP**

voir p. 12

SOMMAIRE

- Conseil des ministres sur l'union européenne
Des médecins contre le conseil de l'ordre -P3-
- Qui est Soljénitsyne
- Montceau : on parle de l'unité ouvriers paysans -P5-
- Fonction Publique : des dizaines de milliers de manifestants -P6-
- Irlande : interview des deux I.R.A. -P8-
- Notre feuilleton Etoile rouge sur la Chine -P11-

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

-8-

UN LUXE QUI SE DÉMOCRATISE : LE POULET

Le poulet est une viande populaire. Depuis l'époque d'Henri IV, il est en France le symbole d'un luxe que s'offrent même les pauvres les jours de fête. Les méthodes d'élevage intensif introduites par le capitalisme dans l'agriculture, en diminuant le temps nécessaire à l'élevage du poulet, ont réduit son prix de revient, et ont permis une plus large diffusion de sa consommation dans les ménages populaires, les cantines, et il supplante des viandes devenues plus chères, comme le bœuf. Le poulet qui arrive sur notre table n'est certainement pas celui que nous avons vu picorer dans la basse-cour. Qu'en est-il de sa qualité ?

En même temps qu'il transformait les méthodes d'élevage, le capitalisme a profondément transformé la situation sociale des éleveurs, rapprochant ceux-ci de la classe ouvrière.

Cette enquête a été réalisée grâce au témoignage d'une avicultrice de Loire-Atlantique.

La plus grande partie de la production de volaille est de la production «intégrée» : la firme productrice passe un contrat avec le paysan éleveur, elle fournit le poussin, l'aliment en poudre nécessaire, les médicaments et aussi le conseil technique.

Le conseil technique est à la fois flic, technicien, conseiller. En cas de problème pour l'éleveur, il sera là pour dire : «Oui, quand je suis passé, j'ai vu que l'élevage ne se déroulait pas dans de bonnes conditions...» L'éleveur, lui, fournit les bâtiments, le travail, les litières, le fuel, l'électricité...

Pour le paiement existent différentes normes :

- l'éleveur est payé tant du poulet
- ou bien il reçoit un acompte, il a les factures à son compte et il encaisse tous les risques. Même s'il y a litiges, c'est toujours lui qui est responsable.

Il suffit d'une épidémie de peste 4 ou 5 jours avant la livraison des poulets pour

Voilà une question qui paraît bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous paraît ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des

que le paysan soit ruiné : il ne sera pas payé pour les poulets et devra rembourser tous les frais engagés.

Ce système d'exploitation fait que les conditions de vie des paysans éleveurs petits exploitants deviennent comparables à celles des ouvriers.

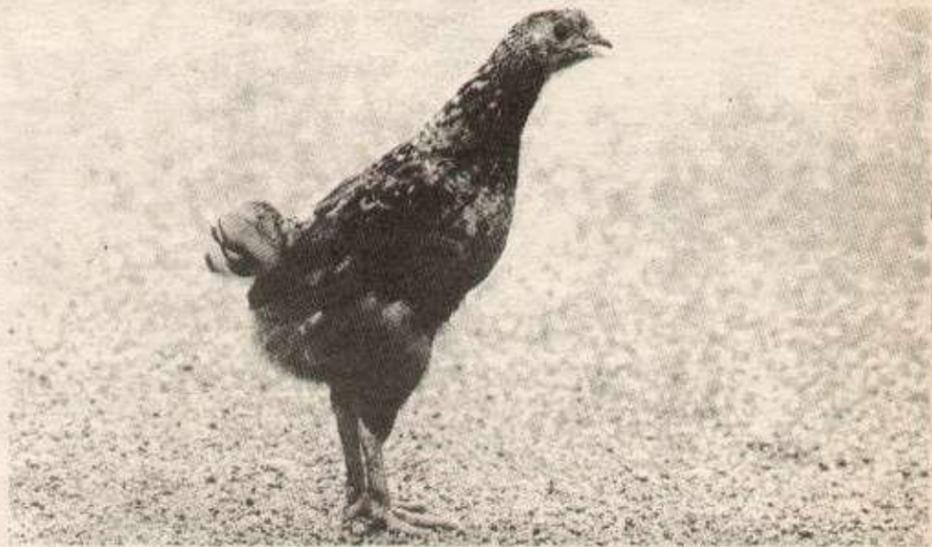
Les cadences de travail sont les mêmes, les salaires des paysans s'amenuisent comme ceux des ouvriers puisque le prix du lait diminue, le prix du poulet est le même en 76 qu'en 66.

Le paysan éleveur n'est pas sûr de garder son emploi puisque lorsque ça tourne mal, il n'a plus rien. On a même vu le Crédit Agricole faire des prélèvements automatiques sur le salaire d'un ancien exploitant ruiné par «l'intégration» et qui en est réduit à travailler comme manœuvre.

L'ÉLEVAGE DU POULET INDUSTRIEL

La plupart des poulets sont élevés dans des bâtiments clos, chauffés, éclairés en permanence. Ils y sont serrés en nombre variable : de 10-14 à 18-20 par mètre carré selon les exploitations.

dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes sont loin de l'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !



Celui-là n'a guère de chances d'arriver sur votre table...

Pour faire un gros poulet de 2 kilos, il faut compter 8 semaines et demi à 9 semaines au lieu des 4 mois nécessaires pour élever un poulet selon les méthodes arti-

CONSEILS D'UNE AVICULTRICE POUR CUIRE UN POULET «INDUSTRIEL»

Il faut au moins 4 mois pour avoir un bon poulet fermier élevé selon les méthodes traditionnelles. Avec les nouvelles méthodes, il ne nous faut plus que deux mois. C'est dire que c'est un poulet très jeune, avec une musculature moins ferme, avec des os qui se détachent facilement.

Il ne faut donc pas le faire cuire comme un poulet fermier : il faut le saisir, et non pas le mettre au four. Il faut le mettre coupé en morceaux, saisi, à la cocotte, dans la matière grasse, des deux côtés, puis le cuire à feu doux avec de l'ail, du sel, du poivre, pendant dix minutes, c'est tout. Si tu le mets au four, ça te donne un poulet qui n'est pas suffisamment saisi, comme un poulet bouilli.

Si c'est un poulet qui a vieilli, qui est resté un mois chez la voisine, à ce moment-là, je le fais au four.

S'il est tout petit (nous en commençons à le manger à 4-5 semaines) on le fait griller.

sanales, en plein air, au grain. Même le poulet dit «fermier» n'est jamais un poulet élevé plus longtemps mais dans un élevage clos.

Les poulets «grand-mère» sont gardés 12 semaines au lieu de 9, toujours dans un enclos et éclairé ; mais ils sont moins «poussés», sont plus gros et aussi plus chers, au kilo (du fait qu'ils sont plus gros, l'éleveur en met moins au mètre carré).

Le poulet sur l'étalage

Dans les super-marchés, le poulet «frais» date d'au moins 8 jours, pendant lesquels il a été tué, puis plumé par une plumeuse automatique, puis refroidi, trituré, malaxé, puis ficelé, pour devenir présentable entouré de force papier cellophane et étiquettes, enfin expédié et exposé dans les super-marchés.

Même dans les autres magasins, il faut compter au moins 48 H ; comme le samedi et le dimanche, il n'y a pas d'abattage, un poulet du lundi a forcément été abattu au moins le vendredi.

Dans les magasins, le poulet le moins frais est exposé en avant ou au-dessus des frais.

Quand un marché a été repoussé ou que ça n'a pas été vendu, il arrive qu'on fasse réemballer les poulets, et qu'on change les étiquettes. Est-ce que c'est demandé par le super-marché ou par l'entreprise, je n'en sais rien.

Ce n'est pas parce qu'on voit à la télé un paysan courir après un poulet «landais» que ces poulets landais sont élevés en plein air et nécessairement coureurs. Moi aussi, je peux me faire filmer en train de courir derrière un de mes poulets qui ne voient jamais en 9 semaines la lumière du jour.

De vrais poulets fermiers, de production traditionnelle, il y en a encore sur les marchés du commerce artisanal, dans le sud-ouest par exemple. Où vont ces poulets ? Certainement pas sur la table des ouvriers. Ils ne remontent pas toutes les filières et ne vont pas dans les monoprix, mais sur les tables des clientèles de luxe.

La nourriture qu'on donne aux poulets est de la poudre de céréales (maïs, blé) avec parfois des farines de poissons ou de viande, des matières grasses, et équilibrée en vitamines.

Cette nourriture a beaucoup changé depuis que les firmes intégratrices (qui nous font travailler) sont à la fois les firmes commerciales du produit fini et ont donc intérêt à ce que le poulet soit au bout du compte le moins mauvais possible : l'alimenta-

tion du poulet est donc conditionnée par ça.

Pour les antibiotiques, la quantité que reçoit le poulet est variable selon le désir, la politique des firmes, mais aussi selon les représentants de médicaments. Ils font des cadeaux aux paysans, aux techniciens pour vanter tel ou tel produit ; c'est exactement la même politique qu'envers les médicaments «humains».

Il y a des entreprises qui donnent systématiquement des antibiotiques dès les trois premiers jours, pendant trois jours. Puis un vaccin contre les maladies respiratoires, la peste, la bronchite, ou encore 3 jours d'antibiotiques.

Il y a des poulets qui sont refusés aux frontières parce qu'ils contiennent des antibiotiques et que c'est interdit dans d'autres pays ; en France, il n'y a pas de règlement.

Quand il y a une épidémie, on est obligé de les traiter. Quand un lot a un coryza ou une bronchite, on l'abat. Il n'y a pas moyen de le savoir quand on l'achète. Il est quand même vérifié par les services vétérinaires, parfaitement consommable, sauf que la viande n'a pas la même fermeté. Il n'y a pas moyen de savoir s'il contient des antibiotiques.

Paul GAUVIN

Sachez choisir votre poulet

Il ne faut pas se fier aux étiquettes «de ferme», «coureur», «de Bresse», qui ne correspondent à rien et varient suivant l'apparence du poulet et non sa qualité. Le label rouge n'est pas non plus une garantie de qualité, bien qu'il serve à justifier un prix plus élevé.

Par contre, il faut faire attention à la date de fraîcheur : la fraîcheur du poulet a une grande influence sur son goût. Achetez un poulet bien ferme : car il faut savoir que plus il est mou, moins il est frais.

Évitez les poulets trop gras, car ils ne sont pas bons : le gras peut se jurer à la boule de graisse qu'il y a sous l'abdomen.

Choisissez-le avec une peau bien tendue, fine, translucide.

Et ne le gardez pas trop longtemps : un poulet vendu dans le commerce est déjà abattu depuis au moins 48 H, souvent une semaine dans les super-marchés.

Quotidien du Peuple : Que veut dire la couleur ?

La couleur est une question de race et surtout pas de qualité ou de nourriture. Les poulets noirs sont plus chers, ce sont les poulets vendéens, gardés plus longtemps.

QdP : Quelles sont les différentes catégories de poulet ?

- Il y a celui de 5 semaines, le «coquelet» servi entier dans les restaurants.

- Celui de 7 semaines, le «4/4», servi dans les entreprises, les cantines, les restaurants, facile à couper en quatre, qui ne laisse pas de déchets. Il est toujours trop cuit et paraît bouilli parce que trop tendre. Il serait très bon grillé ou sauté, et ses os ne se détacheraient plus.

- Le poulet de 9 semaines, de 2 kilos, vendu sous plusieurs appellations, mais



c'est toujours le même produit. C'est celui qu'on trouve le plus souvent dans le commerce.

- Il y a des poulets de demi-plein air qui restent en enclos pendant 6 ou 7 semaines, puis dans un parc de quelques mètres carrés pendant les deux semaines suivantes.

- Les «poulets grand-mère» sont plus gros, plus chers : ils sont élevés dans les mêmes conditions que les autres, mais pendant 12 semaines au lieu de 9.

QdP : Peut-on manger des poulets malades, gavés d'antibiotiques, et quels sont les moyens de contrôle ?

Les poulets malades ne sont pas envoyés à la consommation, mais il se peut que des bandes en cours de maladie (bronchite) soient abattues. Le poulet est alors de moindre qualité.

Des contrôles sanitaires ont bien lieu lors de l'abattage et le vétérinaire saisit les viandes rouges, de couleur anormale... Par contre, il n'y a aucun moyen pour déceler la présence d'antibiotiques dans la chair du poulet.

L'UNION DE L'EUROPE PRESSIONS ET DIVERGENCES

Hier, un conseil des ministres restreint a examiné tout particulièrement la question des futures institutions européennes, ceci afin de préparer la réunion du conseil européen qui doit se tenir au Luxembourg sur ce thème les 1^{er} et 2 avril prochain. Et les désaccords et les difficultés rencontrées par la construction de l'Europe n'ont pas été résolus par la publication il y a deux mois du rapport Tindemans : bien au contraire.

La construction de l'Europe est non seulement traversée par la rivalité à laquelle se livrent les différents impérialismes européens pour s'en assurer la direction (et en particulier les impérialismes allemand et français), mais elle est également entravée par la rivalité qui oppose les deux super-puissances, qui veulent y assurer leur domination.

Prenant prétexte du danger que représente l'URSS, les USA, offrant à l'Europe un système de défense, cherchent à la placer entièrement sous leur domination. Ils n'hésitent pas à s'ingérer eux aussi dans les affaires intérieures des pays européens comme l'a fait récemment le général Haig commandant militaire de l'OTAN qui ne cachait pas son hostilité à l'éventualité de la participation du P.C. européen à un

gouvernement, ce que Kissinger vient encore de citer.

Eludant ces pressions et les menaces que les deux super-puissances font peser sur l'Europe, le rapport Tindemans propose d'étendre le pouvoir du parlement européen en lui conférant un pouvoir législatif, et les décisions y seraient prises à la majorité. Cela signifie qu'un tel organisme pourrait imposer des décisions dans notre pays. Ceci est une grave menace pour notre indépendance nationale et risque de créer des obstacles aux luttes révolutionnaires dans notre pays.

En effet cette majorité d'un tel parlement serait-elle largement soumise à l'impérialisme US. L'impérialisme allemand, qui lui est particuliè-

rement lié et qui dispose aujourd'hui d'un puissant potentiel économique et militaire (classique), est en mesure d'exercer de fortes pressions sur ses rivaux français et anglais par exemple en matière monétaire, agricole... On a vu aussi comment un avion américain a été finalement choisi ces derniers mois au détriment d'un avion européen.

Les pays européens auront encore beaucoup de mal à trouver une entente sur l'élection d'un parlement européen doté de réels pouvoirs, car cela engage l'Europe vers une soumission à l'impérialisme US. Et ceci suscite en France de réelles divergences dans la majorité (et au sein de l'UDR elle-même).

Fabien VAUDOIS

L'URSS qui dispose d'un potentiel militaire agressif qu'elle ne cesse de développer, auquel s'ajoutent les forces du pacte de Varsovie, fait peser sa menace sur une Europe qui est l'objet de sa convoitise. L'URSS cherche à y développer son influence aussi bien économique qu'idéologique. Pour cela elle n'hésite pas à s'ingérer dans les affaires intérieures en exerçant des pressions diverses sur les partis révisionnistes. Et il ne s'agit pour elle, en l'occurrence, non pas de défendre une quelconque «orthodoxie» marxiste mais bien d'essayer de les utiliser comme des relais de la pénétration de son influence.



Un groupe d'une union européenne possible et dangereuse. De gauche à droite : Kissinger, Sauvignargues, Gensher et Callaghan (GB) et Luns (OTAN).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

POUR FORCER LES GENS A PARTIR, ON COUPE LE CHAUFFAGE

C'est ce qui se passe au 2 et 4 rue Vivienne à Paris. Ces 2 immeubles ont été achetés par la bibliothèque nationale et on a demandé aux 122 habitants de partir sans les avoir assurés de les reloger convenablement. Devant leur refus on les a menacés d'expulsion, puis, il y a 15 jours, on a coupé le chauffage. Hier, une délégation s'est rendue à la mairie du 2^e pour exiger qu'il soit rétabli.

GANGSTER ABATTU A LYON

Jean-Pierre Marin soupçonné du meurtre du juge Renaud et de complicité dans l'enlèvement de Christophe Mérieux a été abattu hier après midi à Lyon, par les policiers de la SRPJ de Lyon qui venaient l'arrêter. Raison donnée par la police, Marin, armé, aurait voulu franchir un barrage de police. Marin serait-il devenu giran ? Cette intervention de la SRPJ rappelle certaines méthodes de la brigade anti gang utilisés lors de l'affaire du Théodore notamment, pour faire taire des regards qui en savent trop.

Des medecins contre le conseil de l'ordre

Le Conseil national de l'Ordre des médecins vient de rejeter « la requête en suspension légitime » introduite par les docteurs Debout et Balvet de Lyon, qui refusent de payer à l'Ordre le rappel de leurs cotisations. L'affaire est renvoyée au niveau régional, un an après, on en revient au point de départ.

POURQUOI REFUSER DE PAYER

En refusant de payer, les médecins veulent marquer leur désaccord avec les prises de position du Conseil de l'Ordre : « Son refus obstiné de la politique de conventionnement, son refus de la prise en charge de la contraception, ses prises de position contre l'avortement, l'établissement de contrats-types en concertation avec le CNPF permettant à certains médecins de travailler sous contrôle patronal (Sécurex), son attitude négative par rapport à une médecine préventive réelle. » (Manifeste du GIS)

Ces médecins qui estiment que l'Ordre ne les représente

pas demandent sa suppression.

L'affaire des deux médecins de Lyon a fait boule de neige, 1 500 médecins ont signé le manifeste des 600, à Lyon, Rennes, Besançon... des médecins refusent de verser leurs cotisations.

Pour le Conseil de l'Ordre, refuser de verser sa cotisation, c'est exercer illégalement la médecine ! Et il poursuit les médecins qui doivent être jugés à huis clos !

UN MOUVEMENT QUI S'ÉTEND CHEZ LES MÉDECINS

Lors des premières assises convoquées par l'ordre des médecins en décembre 1975, pour essayer de réaffirmer sa main-mise sur l'ensemble des médecins, les médecins du Mouvement Action Santé, du Groupe Information Santé, du Syndicat de la Médecine Générale ont organisé une conférence de presse pour riposter, pour dénoncer l'Ordre et l'idéologie qu'il impose sous le mot de « médecine libérale », cette médecine que

les travailleurs subissent tous les jours.

Chaque convocation de médecins par l'Ordre donne lieu à des rassemblements de soutien. Par exemple, le 7 juillet dernier, le Conseil de l'Ordre n'a pas pu siéger parce que 200 personnes avaient envahi la salle, empêchant que le jugement se rende à huis clos.

A Dijon, une mobilisation importante a empêché, la semaine dernière, la condamnation d'une femme-médecin. A Grenoble, 17 médecins menacés de saisie, ont fait opposition à la décision du Conseil de l'Ordre et utilisent ce mois de répit pour populariser leur action auprès de la population.

C'est bien en liant leurs actions à celles que mènent les travailleurs sur le problème de la santé, des conditions de travail, des accidents du travail que ces médecins, qui remettent en cause la politique de santé de la bourgeoisie pourront faire échec aux pressions du Conseil de l'Ordre, et lutter pour une véritable médecine au service des travailleurs.

Denise SEGALAT

En bref

Fac de Vincennes

Dans le cadre du mouvement **Servir le Peuple**, à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste léniniste) : **Mercredi 10 mars** : projection-débat autour d'un montage diapositives réalisé par des étudiants du département cinéma et des camarades postiers sur la grève des PTT (nov. 74 - janv. 75)

Jeudi 11 mars : suite au débat, cercle marxiste-léniniste - La crise de l'université : la réforme du 2^e cycle - Quel mouvement construire : la critique de l'université bourgeoise - Comment mettre ses connaissances au service du peuple

Restau-U de Vincennes : reprise du travail

Les travailleurs immigrés du CROUS en grève depuis le 24 février ont décidé de reprendre le travail, ayant obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications. La direction du CROUS après avoir reculé une première fois, acceptant la mutation du chef cuisinier raciste, s'est vue infliger une seconde défaite en renonçant au démantèlement du restaurant-Universitaire. Pendant 2 semaines, les étudiants, enseignants, et personnel administratif de la faculté se sont mobilisés pour soutenir activement les travailleurs en occupant les bureaux du CROUS pendant les négociations, faisant des contre-cours devant le piquet de grève. Face aux menaces de licenciement les travailleurs ont lutté jusqu'au bout et ont obtenu la garantie du renouvellement des contrats en juillet. Malgré les manœuvres de divisions et les pressions, les travailleurs ont montré que seule la lutte paie.

Rive de Gier : B.N.S. occupée

A Rive de Gier, dans la Loire, l'usine BNS (vaisselle), 1100 travailleurs sont en grève et les ouvriers l'occupent depuis vendredi pour exiger la garantie de l'emploi : depuis un an, les départs à la retraite, les départs naturels n'ont pas été remplacés, ce qui a fait 150 postes supprimés. Depuis 2 mois la direction a stoppé différentes machines et 47 mises à la pré-retraite a stoppé différentes machines et garantie qu'a donnée la direction aux syndicats, c'est de fournir un poste à chaque ouvrier jusqu'à la fin de l'année. Devant ces promesses bien insuffisantes, les travailleurs continuent la lutte.

Renvoyée d'hôpital en hôpital, une petite fille de 13 ans est morte !

Des mères indignées de Ste Geneviève des Bois et Morsang/Orge dénoncent le fait suivant. Dans la nuit du lundi au mardi 1^{er} mars, Mr et Mme C. de Morsang/Orge, emmènent d'urgence leur fille Isabelle, âgée de 13 ans, qui se plaignait de violentes douleurs au ventre et qui avait été opérée à cœur ouvert il y a un an, et se présentent aux cliniques avoisinantes qui refusent de prendre en charge cette enfant faute de personnel adéquat dans le domaine de la réanimation (la fillette souffrait mais avait alors toute sa conscience). Les parents amènent donc leur fille à l'hôpital de Longjumeau qui refuse à son tour de se charger de l'enfant.

A deux heures du matin, après avoir cherché en vain à faire admettre leur fille dans 2 hôpitaux parisiens, les parents s'adressent finalement à l'hôpital St Vincent de Paul qui accepte la fillette, la met dans une chambre en attendant le lendemain... La mère restée près de son enfant, a constaté le décès de cette dernière aux environs de 5 heures du matin.

Il faut signaler que l'hôpital de Longjumeau est neuf et est un des plus modernes de France, paraît-il. Mais faute de crédit, il manque d'infirmières et plus du 1/3 des salles sont fermées.

Nous sommes scandalisées et révoltées par la mort de cette fillette et surtout les conditions dans lesquelles c'est arrivé. A quoi sert d'avoir des hôpitaux, si nos enfants ne peuvent y être soignés quand ils sont gravement malades. Une lectrice de St Geneviève

POLITIQUE

EDITORIAL

suite de la page 1

accrues que l'URSS fera valoir sur notre pays en particulier par ses pressions sur le PCF ; le dernier voyage de Giscard à Moscou a montré la réalité de ces pressions sur notre pays, y compris avec un gouvernement de droite. Mais des travailleurs remercient monsieur Kissinger de ses prévenances : ils se chargent eux-mêmes de lutter contre les solutions capitalistes de la gauche et du PCF. Ils se chargent eux-mêmes de

mener la lutte pour la préservation de notre indépendance nationale contre les menaces que lui font courir les deux superpuissances USA et URSS, et leur rivalité acharnée. Ils se chargent eux-mêmes, dans la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie en crise, de combattre la politique de faiblesse et de compromis à l'égard des deux superpuissances qui animent le gouvernement français.

En bref

Haby fait travailler les éditeurs

On sait que chaque ministre de l'éducation prend plaisir à transformer les programmes, sous prétexte de les mieux adapter aux besoins des élèves. A chaque fois, cela représente de fructueuses nouvelles commandes pour les éditeurs de manuels scolaires. Dans les classes de 5^e et 6^e, une partie des livres sont fournis par l'Etat, mais ce n'est pas le cas à partir de la 4^e, où les familles doivent chaque année payer plus cher pour les livres scolaires. Les nouveaux manuels, façon Haby seront en vigueur à partir de 77 en 6^e.

Lecanuet porte plainte contre Malaud

Philippe Malaud, républicain indépendant, président du conseil général de Saone et Loire, s'est entre autres choses, illustré par ses propos de caractère fascinant sur les «soviets à la télévision». Le 5 décembre dernier, sur France Inter, il avait déclaré, à propos du tribunal de Tournus, que celui-ci était dominé par des «jeunes gens à la tête un peu échauffée» et qu'il était «dans une situation de demi-anarchie». A la suite des protestations de l'assemblée générale du tribunal, Lecanuet, ministre de la justice, s'est décidé à porter plainte contre Malaud pour avoir jeté «le discrédit sur une décision de justice». Nouvel épisode des luttes intestines de la majorité présidentielle ?

Eau à Paris : + 10 centimes

Après la hausse du gaz et de l'électricité voilà celle de l'eau ! Le mètre cube d'eau potable va passer à 1,07 F. Cette hausse a été décidée par la Préfecture de Paris pour se disant rééquilibrer son budget déficitaire de 370 millions de francs ! L'autre moyen pour «assainir» le budget c'est une augmentation de 17,7 % des impôts locaux, et une augmentation de 18 % des taxes de balayage et d'enlèvement des ordures ménagères !

Affaire de l'Espalidou : le père Fabre inculpé

Le père Fabre a été inculpé d'homicide involontaire à la suite de la mort d'Isabelle Le Menach, qui s'était étranglée avec les courroies de la camisole de force qui la retenait au mur. Le père Fabre dirigeait son établissement sans éducateur qualifié et avec des méthodes de type militaire. Suspendu de ses fonctions par le préfet de l'Hérault et maintenant inculpé, le père Fabre a été laissé en liberté !

QUI EST SOLJENITSYNE ?

Hier soir, Soljénitsyne pouvait bénéficier d'une large audience qui lui était gracieusement offerte par sa participation aux «Dossiers de l'Ecran».

On pourrait s'en étonner, car il y a quelques semaines, le gouvernement s'en prenait à Pliouchtch lui reprochant de profiter de l'asile politique qu'il lui avait accordé pour s'attaquer à un gouvernement étranger (celui de l'URSS bien entendu), à l'occasion d'un meeting tenu à Paris. Donc deux poids deux mesures, puisque Soljénitsyne a droit à bien plus de sollicitude.

Mais qui est donc Soljénitsyne pour avoir droit à une telle différence ? On se souvient comment, lors de son «expulsion» d'URSS, il y a deux ans, il fut largement présenté comme une victime de la répression en Union Soviétique. Quelle est la réalité ?

En 1956, Khrouchtchev lance une très violente attaque contre Staline et contre les acquis de 40 ans d'édification du socialisme. Pour engager le pays dans la restauration du capitalisme, Khrouchtchev puis Brejnev, s'appuieront sur les nostalgiques de l'an-

cienne société tsariste. Il faut des écrivains pour s'attaquer à Staline et à la dictature du prolétariat... Soljénitsyne sera là. Pendant que les masses opposées à la «déstalinisation» sont réprimées, Soljénitsyne deviendra un écrivain officiel. Son livre «Une journée d'Ivan Denissévitch» d'où est tiré le film d'hier soir fut publié en novembre 1962 dans Novy Mir, organe officiel de l'Union des écrivains, contrôlé par le gouvernement soviétique.

Soljénitsyne dans sa haine du socialisme, de la dictature du prolétariat, s'attaque à Lénine lui-même et, prend la

défense des koulaks, des anciens exploités. Dans l'Archipel du Goulag, il écrit : «Cette répression n'aurait pas été possible... si on avait utilisé les vieilles formes de procès et règles juridiques». Ce qu'il regrette, c'est celle des tsars qui réprimaient férocement les révolutionnaires, et le peuple. Pendant la guerre anti fasciste, Soljénitsyne ne cessera d'attaquer la conduite de cette lutte dirigée par Staline et c'est pour cette raison qu'il a été condamné à la fin de la guerre.

veux capitalistes soviétiques.

Les dirigeants soviétiques en l'expulsant d'URSS ont cru faire coup double : apparaître aux yeux des masses comme luttant contre l'anticommunisme de Soljénitsyne et faire un geste de bonne volonté à l'égard de la bourgeoisie des pays occidentaux. Quant à lui, il n'a pas été ni condamné par Brejnev, ni emprisonné, il a été simplement «expulsé».

Si, aujourd'hui il contribue quelque peu à la dénonciation de ce qu'est maintenant l'Union Soviétique, et des menaces de guerre que fait courir ce nouvel impérialisme, il reste avant tout un anti communiste farouche, un admirateur des pays occidentaux auxquels il va même jusqu'à reprocher d'avoir abandonné les peuples d'Indochine à la «domination du communisme». Il aurait préféré que l'impérialisme continue son œuvre de pillage, d'agression et d'oppression contre ces peuples.

Fabien VAUDOIS

Accidents du travail

DES MESURES ILLUSOIRES présentées par Durafour

Le ministère du travail annonçait hier matin le dépôt d'un projet de loi sur la sécurité du travail à la prochaine session parlementaire. Dans ce projet de loi figurant une série de mesures adoptées à la suite de deux conseils restreints sur la sécurité du travail.

SEPT TYPES DE MESURES SONT PREVUES

Formation à la sécurité : Formation à l'école sur les questions de sécurité, obligation pour les patrons d'organiser «une initiation à la sécurité du poste pour tout nouvel embauché».

Sécurité intégrée : des normes de sécurité seront imposées aux immeubles à usage industriel.

Pouvoirs renforcés de l'inspection du travail : les inspecteurs du travail pourront agir plus rapidement, et dresser des procès-verbaux pour des infractions des employeurs sans avoir à leur adresser une mise en demeure préalable.

Revalorisation de la médecine du travail : création de postes d'enseignements de la médecine du travail...

Personnalisation renforcée des sanctions : Le juge pénal pourra «condamner l'entreprise à affecter, pour une durée déterminée, une certaine somme à l'amélioration des conditions de travail... et à titre de sanction complémentaire, interdire à l'auteur d'une infraction d'exercer, pendant une durée déterminée, la même fonction dans l'entreprise ou dans une entreprise similaire». En cas de «non respect délibéré des règles de sécurité» par un ouvrier le patron pourra le licencier.

Modification du système de cotisation : Le système de cotisation sera appliqué

aux entreprises, celles qui auront plus d'accidents paieront des cotisations plus élevées. Les accidents du travail seront mieux indemnisés.

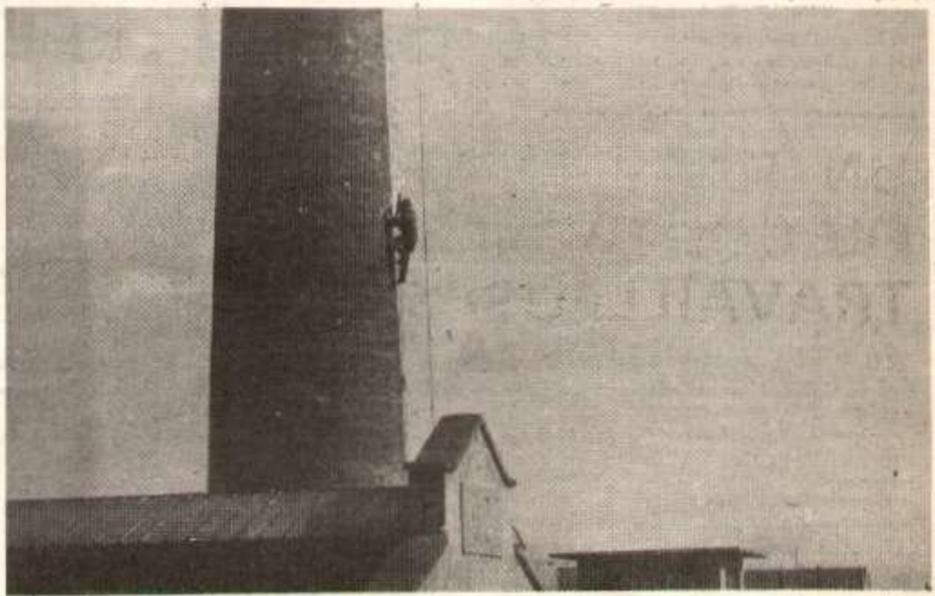
Renforcement des organismes paritaires de prévention : «des institutions comparables aux comités d'hy-

giène et de sécurité du travail est révélateur. C'est un recul dû à la lutte des travailleurs sur cette question, et à la mobilisation à leurs côtés de médecins, d'inspecteurs du travail et de magistrats. La thèse de la loi sera à fort long feu, les travailleurs sont conscients que les accidents du travail sont en réalité des assassinats pour le profit.

Les nouvelles sanctions prévues contre les patrons paraissent théoriquement

être soit bidons et destinées à faire illusion.

Enfin dans ce train de mesures il y en a une qui est particulièrement dangereuse la possibilité pour un patron de licencier un ouvrier qui n'aurait pas respecté les règles de sécurité, mesure qu'avait annoncée Chirac récemment. Nous savons bien que c'est en raison du rythme de travail imposé, qu'il est souvent impossible de respecter à la lettre les règles de sécurité. Les patrons pour-



renforcer la prévention des accidents du travail, tout le problème est de savoir si elles seront appliquées. Il existe en effet une législation du travail qui si elle était appliquée à la lettre serait beaucoup plus dissuasive pour les patrons mais dans la presque totalité des cas les patrons ne sont pas condamnés pour leurs infractions ou condamnés au minimum. Quant aux autres mesures (formation, création de comités paritaires)

UN RECUIL IMPOSE PAR LES LUTTES

Le fait que le gouvernement soit amené aujourd'hui à modifier la législation sur les accidents du travail, et notamment à instituer des cotisations pour améliorer la

prévention des accidents du travail, tout le problème est de savoir si elles seront appliquées. Il existe en effet une législation du travail qui si elle était appliquée à la lettre serait beaucoup plus dissuasive pour les patrons mais dans la presque totalité des cas les patrons ne sont pas condamnés pour leurs infractions ou condamnés au minimum. Quant aux autres mesures (formation, création de comités paritaires)

ron ainsi se débarrasser d'ouvriers accidentés sous prétexte qu'ils n'ont pas respecté les règlements.

Cet ensemble de mesures est certes un signe de la faiblesse du gouvernement en face de nos luttes, mais il ne faut rien en attendre pour l'amélioration de la sécurité car c'est que par une lutte constante pour la sécurité que des améliorations pourront être obtenues dans ce domaine.

LUTTES OUVRIERES

SIMFLEX

NON AU CHOMAGE PARTIEL

Depuis mi-février, environ 200 ouvriers sont mis en chômage partiel. Les motifs invoqués par le patron sont de soi-disant «conditions politiques en Afrique». La réalité, c'est que le patron veut que nous fassions les frais de sa politique. Quand il y a de grosses commandes, il exige que nous fassions un effort supplémentaire, il augmente les cadences, et pour lui, les bénéfices s'accroissent.

Lorsqu'il rencontre des difficultés, il réduit les horaires, les salaires et c'est nous qui en faisons les frais. La vérité c'est qu'il y a des commandes mais il tente de rentabiliser sa production au maximum : nous faire produire autant, sinon plus, mais avec un nombre restreint de travailleurs.

Depuis la rentrée de janvier, certains ouvriers et particulièrement les femmes de l'ébarbage ont mené des actions, en particulier sur les conditions de travail, mettant en échec le patron. Ce dernier a réagi en jouant sur la peur, la répression. A qui veut l'écouter, il dit «je fermerai l'usine», «j'irai ailleurs», «je licencierai les ouvriers». Pourquoi ces menaces, pour que nous soyons sages, que nous acceptions toutes ses décisions, comme des chiens bien dressés. Ce qu'il oublie, c'est que nous n'avons rien à perdre, que nous défendons notre travail qui nous fait vivre ; mais lui, il a beaucoup à perdre : son argent, ses usines, son pouvoir. En réalisant notre unité nous renversons les rôles, celui qui tremble n'est plus l'ouvrier, c'est le patron et alors un patron qui prend

peur, il peut lâcher beaucoup.

Nous ne sommes pas isolés ! Les travailleurs de Souillac, ils ont le même patron que nous, sont entrés en lutte depuis la semaine dernière. Au printemps dernier, le patron avait imposé le chômage partiel, puis augmenté les cadences. Depuis le 13 février, les ouvriers de l'atelier piquage sont en grève et des débrayages ont lieu dans les autres ateliers pour soutenir leur mouvement. Ils nous montrent la voie, celle de la lutte. En entrant en mouvement, en imposant nos revendications, nous acculerons la direction à céder, elle sera attaquée de tous les côtés.

Dès aujourd'hui, nous devons engager la lutte sous toutes les formes possibles,

réaliser l'unité avec les ouvriers de Souillac, de l'usine de Coutras, plus largement avec tous les ouvriers de la chaussure qui sont menacés (Simflex, Souillac, Coutras, Marbot, Dupuy Gallimartel, BDC de Dax etc...) pour imposer nos revendications.

**NON AUX LICENCIEMENTS
NON AU CHOMAGE
PARTIEL !**
Paiement intégral des heures
chômées !
Retour au 40 H !

**BAISSE IMMEDIATE
DES CADENCES DANS
TOUS LES ATELIERS !**

**6 H DE TRAVAIL LA NUIT =
8 H DE TRAVAIL LE JOUR !**

**TEMPS DE TRANSPORTS
COMPTANT COMME
TEMPS DE TRAVAIL !**
Corr. Simflex

En bref

Reprise victorieuse à l'A.R.E.A.

Les travailleurs du chantier de Pontcharra viennent de reprendre le travail. Ils demandaient d'une part une prime de voiture. (l'A.R.E.A. ne leur donnait qu'une prime dérisoire de un franc par jour, alors qu'ils ont besoin de leur véhicule pour se rendre sur le chantier), et d'autre part, la garantie de l'emploi (à la suite d'une réduction d'horaire de 45 heures à 42 h 30 pour une partie d'entre eux, avec perte de salaire) ainsi que le paiement des jours de grève.

Mardi dernier, les travailleurs avaient bloqué pendant plusieurs heures la RN 6 près de Chignin (Savoie) au moyen d'engins de terrassement, de bulldozers... ceci après l'échec des premiers pourparlers.

Cette action leur a permis d'obtenir en définitive une prime de transport voiture de 8F par jour travaillé, un forfait de 1000F, pour les journées de grève, et la garantie de l'emploi. C'est une première victoire !

Grève au Prisunic de Parly II

A 98%, les employés du Prisunic du centre commercial de Parly II ont voté la grève vendredi dernier. Les salaires sont de l'ordre de 1286F. Les travailleurs refusent les bas salaires et les conditions de travail inacceptables. Ils demandent 1700F, dès l'embauche et le 13^e mois.

Peugeot cycles : répression de la direction

Les travailleurs de Peugeot Cycles à Beaulieu-Mendeure (Doubs) qui occupent leur usine depuis le 5 mars pour obtenir 300F pour tous et la diminution des cadences, ont été attaqués lundi par un commando envoyé par la direction (d'une centaine de personnes) qui est venu forcer les portes à l'usine. Aussitôt les travailleurs ont riposté en organisant une manifestation dès mardi matin.

Meubles de style (Toul) : 8 mois de luttes !

Les travailleurs des Meubles de Style appelaient à un rassemblement dimanche dernier à Toul pour affirmer leur volonté de lutte pour sauvegarder leur emploi.

La boîte est fermée depuis juin et 120 travailleurs sont sur le pavé. Le patron KUFELD a pris prétexte d'un incendie, qui n'a touché que 10 % des installations pour fermer l'usine sous prétexte de «cas de force majeure». En réalité c'était un moyen commode de retirer ses billes pour les placer dans un endroit plus rentable.

Mais les travailleurs de Meubles de Style n'ont pas accepté cette logique patronale. Ils ont riposté, en occupant plusieurs fois leur usine, en occupant les ASSEDIC, en popularisant leur lutte, sur la région, notamment en publiant une brochure «pas de fumée sans feu» où on apprend entre autres, que le directeur commercial a déclaré au fisc pour 2 700 F de revenus en 1971, une misère, que le patron doit 200 millions de cotisations à la Sécurité Sociale, etc... etc... Belle illustration d'un système de profit fait par et pour les patrons !

NB : On peut se procurer la brochure «Pas de fumée sans feu», en écrivant à Syndicat Construction-Bois CFDT, 4, rue des Chanoines 54 000 Nancy (2,50 F l'exemplaire).

On en parle dans les usines L'UNITÉ OUVRIERS PAYSANS

C'est après avoir entendu les dernières informations à la radio sur la répression dans le midi viticole que les gars sont arrivés au poste du soir à l'usine Michelin de Monceau. Dès le début du poste, les discussions étaient très animées. De nombreux travailleurs ne comprenaient pas comment les viticulteurs avaient été amenés à prendre les fusils et à détruire du matériel. La propagande diffusée par la bourgeoisie voulait faire condamner par les ouvriers la juste riposte des paysans.



La viticulture en Midi-Pyrénées - U.P.S.

En expliquant comment les viticulteurs ont été acculés à une situation très grave, en expliquant qu'il ne leur est pas possible de faire grève, en expliquant que la politique de la bour-

geoisie n'est pas de tenter de résoudre ce problème mais de réprimer féroce-ment les luttes, la propagande bourgeoise a été démolie. Ainsi on voyait

bien que là où les ouvriers ont mené des luttes dernièrement, ils soutiennent les paysans, comme à la SMN ou à Blaupunkt à Caen.

A l'usine, on sent bien que Ponia voudrait qu'on se désolidarise des viticulteurs, et il est certain qu'avec la télé et les journaux, beaucoup pourraient penser que les viticulteurs sont des casseurs, qu'ils créent un climat de violence et d'insécurité, c'est le bourrage de crâne sur le thème «les viticulteurs ont tiré les premiers». Dans la boîte, certains pensaient ça, tandis que d'autres étaient admiratifs devant la détermination des viticulteurs, soutenaient leur combat.

Pour éliminer le point de vue diffusé par la bourgeoisie nous n'avons pas seulement dénoncé la répression criminelle des flics mais aussi insisté sur la nécessité de l'unité ouvriers-paysans pour les luttes d'aujourd'hui et le pouvoir de demain. Le QdP doit également attaquer les obstacles qui existent déjà et ceux que crée la bourgeoisie par ses campagnes.

Vive l'unité ouvriers-paysans pour le pouvoir des ouvriers et paysans !
Corr. Michelin
Montceau les Mines

UN RASSEMBLEMENT POUR OU CONTRE LES TRAVAILLEUSES ?

Le 9 mars, à 11 h., la C.G.T. appelait à un rassemblement de femmes au centre de Paris à l'occasion de la journée internationale des femmes.

Seulement environ 1 500 personnes étaient rassemblées, dont une grande majorité d'hommes, sans grand enthousiasme ni combativité. Les femmes travailleuses qui avaient manifesté le matin étaient absentes de ce rassemblement. Sur les banderoles : « Agir avec la C.G.T. pour nos revendications, pour le Programme Commun, c'est agir pour la qualité de la vie ». Après l'année de la femme, c'est l'année de la qualité de la vie ! Le programme gouvernemental est bien suivi !

Des employées de maison, en passant par les agents hospitaliers, aux employées

des Nouvelles Galeries, de l'U.A.P., de la Redoute, des Chèques Postaux, de la S.N.C.F. ont témoigné de leur exploitation et de leurs conditions de travail déplorables.

Mais après les fionfions de Ferrat, la seule proposition que la direction confédérale leur apportait, c'est l'adhésion à la C.G.T., la formation professionnelle et la promotion sociale comme récompense.

Vers le milieu du rassemblement, les révisionnistes de la C.G.T. ont mis en pratique leur conception de la démocratie. Des jeunes femmes qui avaient organisé la manifestation du 5 mars qui avait rassemblé de nombreuses femmes travailleuses de Paris, des quartiers et des entreprises, dont la majorité sont syndiquées, venaient

distribuer des tracts de lutte contre le chômage et contre la loi Veil, pour l'unité avec la classe ouvrière, et dénonçant le capitalisme. Elles ont été violemment prises à partie par le service d'ordre confédéral qui les a agressées physiquement.

Elles ne se sont pas laissées faire, prenant à témoin les passants dont beaucoup étaient scandalisés par cette attitude réactionnaire qui en dit long sur la conception des révisionnistes sur les femmes et leur place dans les luttes.

Les femmes travailleuses syndiquées à la C.G.T. ne pourront pas dans leur masse se reconnaître dans ce rassemblement, et dès demain, dans les entreprises, nous demanderont des comptes aux partisans du Programme Commun.

Thérèse VERNET

LUTTES

En bref

Marseille, Nancy... le point sur la journée d'action.

Mardi 9, à 10 heures, 10.000 personnes étaient réunies en haut de la Cannebière, à Marseille. A la manifestation des Services Publics, de nombreuses délégations : recherche scientifique, PTT, Education Nationale, cheminots, hospitaliers, S.S., Impôts... La participation CGT était très forte (plus de 90%). La CFDT n'avait pas mobilisé pour cette manifestation dont personne ne connaissait le parcours exact à l'avance... Les travailleurs pensaient qu'on irait jusqu'à la Préfecture, ou au moins jusqu'à la Porte d'Aix. En fait, on repartit rapidement les banderoles Place Sadi Carnot, dans l'amertume. Malgré tout, pour les cheminots, les arrêts se poursuivront jusqu'à mercredi.

A Nancy, 1500 personnes participaient à la manifestation, sur les mots d'ordre suivants : 2000F minimum et surtout, Giscard peut payer ! Tandis que les révisionnistes lançaient leur sampiternelle : Union, Action, Programme Commun... 1500 personnes : cela ne correspond guère qu'au noyau combatif qui débraye d'habitude dans chaque boîte. Malgré cela, beaucoup de travailleurs ont jugé positif cette mobilisation qui en appelle d'autres.

Miserez : lutte pour imposer le syndicat à l'usine

A la suite de la création d'une section syndicale CFDT dans l'entreprise, le patron de l'entreprise Miserez réprime. Il a toujours refusé la présence d'un syndicat et, par tous les moyens, il essaie de l'empêcher : il a fait passer l'affaire en justice (pour demander l'annulation de la désignation du délégué syndical) tout en licenciant plusieurs délégués et 8 autres ouvriers syndiqués.

Ceux-ci n'ont toujours pas réintégré l'usine. Au tribunal, Cela traîne toujours... Le président du tribunal de Baume les Dames veut faire de la conciliation pour ne pas froisser les esprits ! Les réunions se prolongent et se suivent. Les travailleurs n'entendent rien à ces palabres. Au contraire, ils sont passés à l'offensive : une grande manifestation s'est déroulée le 28 février à Vercel. Les travailleurs exigeaient :

- la réintégration de tous les travailleurs dans l'entreprise
- la reconnaissance du droit syndical
- le paiement des journées de travail perdues par les camarades à cause du patron (mises à pied, lock-out, et licenciements abusifs).

Quand au patron, il vient de trouver une nouvelle échappatoire : il part aux Etats Unis pour discuter d'un «contrat mirifique» et s'il l'obtenait, il réembaucherait les licenciés !

Lyon : Imprima

Imprima, première imprimerie du Sud-Est est occupée depuis la fin de février. Le patron a licencié 284 travailleurs de l'usine. Les licenciements ont été approuvés en trois fois suivant l'ancienneté : 40 le 20 janvier, 120 le 6 février, et 120 début mars.

Mais la CGT et le CE ont choisi de repousser l'occupation au maximum pour garantir «les 90%», ce qui a entraîné une démobilitisation relative des travailleurs. Le patron a proposé un plan de reprise, 60 travailleurs auraient été réembauchés de suite et 107 peut-être au bout de 6 mois.

Bien sûr, il n'était pas question pour les travailleurs d'accepter ce plan et, aujourd'hui, ils occupent pour briser le mur du silence autour d'Imprima. Pour entreprendre de nouvelles actions, il va falloir recontacter tous les travailleurs. Des actions de popularisation ont déjà été entreprises, 2 journaux des grévistes ont été diffusés sur la région, un 3^e est en préparation. Jeudi 4, une trentaine de travailleurs d'Imprima ont fait une intervention surprise avec banderoles et mots d'ordre devant les caméras de la télé venus filmer le rallye de Charbonnière. D'autres actions sont en cours.

Des dizaines de milliers de manifestants contre les contrats salariaux

Des dizaines et des dizaines de milliers de personnes manifestaient hier de la Bastille au Ministère de l'Economie. Dans la mobilisation de la Fonction Publique, cette manifestation à Paris a reflété les ambiguïtés du mouve-

ment organisé contre le blocage des salaires par l'Etat-Patron. Un appel CGT-CFDT à faire grève le 9 mars «pour créer les conditions de l'unité...» avec FO et la FEN, et 40 minutes de défilé avant de voir timidement apparaitre une banderole commu-

ne CGT-CFDT-FO de Bagnoux : l'opération sourire en direction de FO a échoué ; les concessions n'ont pas suffi ! Par contre, la FEN est là, nombreuse, plutôt bruyamment représentée par plusieurs délégations du SNES, du SNESup et

quelques-unes du SN des Instituteurs. En fin de manifestation, plusieurs milliers d'étudiants (Tolbiac, Vincennes...) et quelques lycéens (notamment de Voltaire) ferment la marche, en s'en prenant à Haby et Soisson sur l'air de «Mamzelle Angèle»...

Dès le départ de la manifestation, les mots d'ordre du programme commun ne font pas recette : on les trouve dans certains cortèges CGT des PTT, des Communaux et les professeurs de CET de la CGT (qui ont été peu nombreux à débrayer et sont surtout représentés par des gens du PCF)... L'essentiel des slogans s'en prennent au blocage des salaires. De partout fusent : «augmenter nos salaires de misère», «2000F mini, 300F pour tout de suite» mais aussi (dans des cortèges des Affaires Sociales, des Caisses de Sécurité Sociale, de l'EDF, de l'Assistance Publique...) «contre le chômage et la misère, préparons l'offensive ouvrière» !



cheminots et les postiers).

(comme certaines sections des Finances CGT) qui ne les ravirent guère !

Largement, l'indice des prix est contesté : «indice Fourcade, mascarade» et «indice INSEE, indice truqué» sont scandés avec force, y compris par le personnel même de l'INSEE... De nombreux cortèges dénoncent les «contrats-bidons» et la répression, aux cris de «les contrats ne paient pas, seul le combat paiera» et «Ponia fasciste et assassin» (chez les

Déroulant lentement son ruban de manifestants, le cortège passe devant l'Hôtel de Ville où plastronne une brochette d'élus révisionnistes, enrubannés de tricolore. Là, de manière minoritaire encore mais significative, plusieurs sections syndicales (PTT-Tri CFDT, EDF-GDF CFDT...) leur remplirent les oreilles d'un «vive la dictature du prolétariat» ou «une seule solution, la révolution»

Tandis que les syndiqués FEN de l'Education surveillée achevaient la manifestation au cri de «nous ne serons pas les flics de la jeunesse» et «Ecole Haby, école du chômage», les travailleurs se dispersaient avec l'Internationale...

En pliant les drapeaux rouges et les banderoles, nom-

breux étaient les travailleurs qui se demandaient ce qu'il y aurait de changé, malgré tout, après cette démonstration et restaient sur une impression d'inachevé. Autour d'un centre PTT et d'hospitaliers en grève actuellement, la question du prolongement de l'action s'est posée. Mais comment poursuivre ? C'est bien ce sur quoi de très nombreuses sections syndicales s'interrogeaient dès hier soir !

Stéphane RAYNAL

LES «RÉOS» SOLIDAIRES DES AUTRES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Une délégation des travailleurs de chez «Réhault» a pris la route d'Ernée mardi matin. Ernée, c'est une petite ville de 5 000 habitants dans la Mayenne à 20 km de Fougères. A la sortie de la ville, l'usine Bellanger, une petite boîte qui fabrique des pots d'échappement. Les 160 ouvriers de Bellanger sont en grève depuis 8 jours. Ils réclament une augmentation de salaire de 10 % et un rattrapage de 9 % pour compenser la réduction d'horaire intervenue depuis la dernière semaine de février. Coude à coude, une délégation de Réhault et des travailleurs de Bellanger ont manifesté à travers le marché et sont allés à la porte de deux usines diffuser des tracts aux cris de «Réhault, Bellanger, solidarité» et «chômeurs, travailleurs, même combat !» Cette manifestation, quoique modeste, a eu un certain impact. On n'est pas habitué à de telles actions dans cette petite ville. Elle montre également la volonté des Réos d'unir leur lutte à celle de tous les travailleurs de la région. Rendez-vous a été pris à Fougères avec les grévistes de chez Bellanger pour la manifestation de cet après-midi.

corresp. Fougères

FOUGÈRES : AUTOUR DES «RÉOS», LES TRAVAILLEURS ÉTAIENT DANS LA RUE

Après l'Assemblée Générale de 15 h 30, hier, les «Réos» se forment en cortège et prennent la direction de la Gare. Là, une foule compacte les attend. La jonction se fait et c'est plus de 3000 personnes qui se trouvent en manifestation. Beaucoup de banderoles dans ce cortège. Les travailleurs fougérois ont répondu nombreux aux mots d'ordre de débrayage lancés pour 16 heures à l'appel du front syndical. La manifestation devant l'usine Réhault, puis Morel et Gâtet, puis Maunoir... Vers 17 h 30, on arrive place Carnot. Les manifestants se déploient pour entendre plusieurs prises de paroles.

LES TRAVAILLEURS DEMANDENT DES COMPTES

Au cours de ces prises de paroles, les travailleurs fougérois et tout particulièrement ceux de Réhault ont été nombreux à conspuer certains responsables syndicaux. Ainsi des sifflets ont accueilli la CFTC, lorsqu'elle a déclaré : «l'action engagée par la CFTC pour une plus grande mobilisation de pouvoirs publics est la plus forte que Fougères ait connue».

Mais les critiques les plus dures étaient réservées à FO, lorsque Trégaro (responsable FO local) prit le micro. Il fut accueilli par des huées et les protestations s'amplifièrent lorsqu'il déclara que «FO était pour l'unité».

Les manifestants entendaient par là les attitudes des dirigeants qui n'engagent l'action que quand ils ne peuvent plus se dérober, sous la pression des travailleurs. C'est l'unité des travailleurs pour la lutte que les ouvriers fougérois entendent lorsqu'ils réclament le front syndical. Du haut de son perchoir, Trégaro répondait, méprisant : «autrefois, j'allais écouter les chouans dans la forêt, aujourd'hui je les entends place Carnot». Les

huées redoublaient jusqu'à l'empêcher de parler. Tout au long de son discours, il fut constamment interrompu.

UNE ÉTAPE DANS LA MOBILISATION

La manifestation d'aujourd'hui, par son ampleur et sa combativité, montre que pour les travailleurs fougérois il ne saurait être question d'abandonner le combat. C'est ce que disaient tous les manifestants. La journée «ville morte» prévue pour le 19 mars, sera une étape supplémentaire, un pas de plus dans la mobilisation de tous les travailleurs, de la population fougéroise autour des «Réos» !

Gérard PRIVAT

Un patron en prison

Nouvelle preuve de la prise de conscience de certains juges de la réalité des accidents du travail, à la suite des luttes menées par les travailleurs sur cette question : un patron de Donville-les-Bains, Pronier et son contremaître, Lechat, ont été placés en garde à vue, à la suite de la mort de l'ouvrier Marcel Yonnet, tombé le 5 mars d'une hauteur de 20 mètres d'un échafaudage.

L'EUSKADI CRIE : "ASKATASUNA ! -LIBERTE-"

Après les assassinats de 5 ouvriers la semaine dernière, le peuple d'Euskadi s'est levé tout entier dans une série de grèves et de manifestation d'une ampleur jamais égalée. C'est aux cris de « Askatasuna » (liberté), que Bilbao est descendu dans la rue, essayant de se regrouper sur la place Mollua, tandis que s'élevaient des barricades et que des voitures étaient renversées : des tanks stationnaient aux abords de la ville et toutes les routes menant à la ville étaient coupées.

La même chose s'est produite dans les villes industrielles de San Tuge, Baracaldo où se trouvent les hauts-fourneaux, Portugaleta. Si un mouvement de reprise se dessine aujourd'hui, il n'est pas général : à San Sebastien, plusieurs usines sont toujours en grève et à Basauri où a été tué un des ouvriers avant-hier, la grève est presque totale. En Navarre, où la grève générale a été un succès, des affrontements très violents se sont déroulés à Pamplone Plaza del Castillo, où il y a eu des barricades. En Navarre, plusieurs dirigeants ouvriers ont été arrêtés avant la manifestation. Des manifestations très combattives se sont également déroulées à Estella, Tuvela, Tajalla.

VITORIA COMME VICTOIRE

A Vitoria même, les ouvriers ont obtenu une victoire importante : tous les ouvriers qui avaient été licenciés au cours des 2 derniers mois de lutte ont

été réintégrés sans exception.

Aujourd'hui, plus que jamais, le gouvernement fasciste de Fraga se trouve dans l'impasse. En effet, s'il avait escompté stopper le mouvement par le durcissement et la politique du meurtre, c'est le contraire qui s'est produit : une radicalisation et une extension du mouvement a été la riposte des peuples d'Espagne. Dans les conversations, ce n'est pas la peur qui domine, c'est la colère, une colère qui veut transformer en force organisée. Devant une telle situation, Fraga, dans sa déclaration a rejeté la responsabilité de la situation sur la classe ouvrière et agité de nouveau l'épouvantail de la subversion extérieure.

Mais il a annoncé en même temps l'accélération de certaines réformes, telles que le projet sur le droit d'association déposé devant les Cortès, sans passer par le Conseil National du Mouvement fasciste.

L'EXTENSION DE LA SOLIDARITE

Le rétrécissement de la marge de manœuvre du gouvernement Fraga s'explique aussi par la force des réactions de solidarité des autres peuples d'Espagne. A Barcelone, grève dans le textile, à Saragosse, grève dans l'université, à Valence, débrayages et manifestations, au Ferrol, grève générale des chantiers navals, à Miranda, grèves et manifestations.

A Malaga, il y a eu des manifestations avec des

insultes aux flics, à Cadix aussi. 9 personnes ont été arrêtées, aussitôt, 200 manifestants se sont enfermés dans l'église de la Divina Pastora pour obtenir leurs libérations. A Madrid, on nous signale une multitude de débrayages, les ouvriers de Getafe et de Ciudad Lineal sont partis en manifestation depuis leurs lieux de travail.

Des secteurs qui y compris au cours de 2 derniers mois n'avaient pas bougé, les petites entreprises et les petits artisans ont rejoint le mouvement. Quant à l'Université Complutense, hier soir a eu lieu le plus grand rassemble-

ment jamais vu. L'attitude des flics est d'empêcher systématiquement les manifestations et les rassemblements : ils ont matraqué les profs de la Complutense, ils commencent à interdire les réunions d'associations de voisins comme à Moratala, qui étaient tolérées jusqu'à maintenant.

Autre point fort des luttes, Valladolid où l'université est en grève générale et les ouvriers en lutte : 10 d'entre eux ont été arrêtés. Dans les Asturies, une journée de lutte et de grève générale est prévue pour aujourd'hui 9 mars.



En bref

Portugal : República récupéré par Rego

Raul Rego, ancien directeur du journal República, membre du parti socialiste, a récupéré officiellement ce journal.

Depuis le mois de décembre, le journal, pris en main par la commission de travailleurs à l'issue d'un conflit surgi l'été dernier, ne paraissait plus, les vivres lui ayant été complètement coupés. On se souvient que la réaction portugaise avait tenté de faire de l'affaire de República le centre d'une bataille pour la « liberté de la presse », en assimilant le cas du journal à celui de tous les organes de presses sur lesquels le P.C.P. avait mis la main. Pendant plusieurs mois, República aura tenté de dégager ce que pourrait être une nouvelle presse, réellement aux mains des travailleurs. Aujourd'hui, Rego, qui a entre temps lancé un autre journal : « a Luta », montre quelle est la conception de la liberté de la presse qu'il prétendait défendre, en s'adjuvant de surcroît República. Quant au parti socialiste, il a déjà montré ses intentions en mettant à son tour la main sur tous les journaux préalablement contrôlés par le P.C.P., en profitant de la victoire de la réaction lors du coup d'Etat du 25 novembre.

Pressions d'Israël sur Washington

L'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis a prétendu dans une réunion publique que l'envoi d'armes américaines à l'Egypte « causerait un déséquilibre dangereux au Proche-Orient ». Ces livraisons se limitent pour l'instant à des avions porteurs C 130, et devraient s'étendre au cours des prochains mois à des missiles antichars et à des avions de combat. Les protestations israéliennes sont évidemment disproportionnées avec la réalité : l'aide militaire fournie à l'Egypte est infiniment inférieure à celle que l'Etat sioniste va encore recevoir cette année, et qui le place dans une situation particulièrement avantageuse au moment où l'URSS, multipliant de son côté les pressions sur l'Egypte, lui refuse le matériel nécessaire à sa défense.

Corée du Sud : multiples arrestations

Les arrestations se poursuivent en Corée du Sud à la suite de la réunion tenue le premier mars dans une église, qui avait avancé un certain nombre de revendications démocratiques. Au nombre des emprisonnés qui sont actuellement 26, on compte notamment le chef de l'opposition légale, Kim Dae Jong, naguère enlevé au Japon par la CIA sud-coréenne, l'ancien ministre des affaires étrangères, âgé de 72 ans, et Mme Lee Wu Jung, qui s'était distinguée par ses activités en faveur des innombrables prisonniers politiques.

Pots de vin : un bénéficiaire se met à table

Yoshido Kodama, un des principaux suspects au Japon dans l'affaire des pots de vin versés dans le monde entier par la compagnie aéronautique Lockheed en vue de placer sa marchandise a avoué avoir « dissimulé » une somme de 500 millions de yens (il était accusé d'en avoir reçu 1 100 millions, soit 800 millions anciens). La police japonaise a décidé de lancer des poursuites contre Clutter, représentant de Lockheed au Japon à l'époque de ces transactions frauduleuses, qui maintenant se trouve cependant à l'abri aux Etats-Unis.

Répression en Turquie

Plus de 200 étudiants qui s'étaient battus contre la police du régime, ont été arrêtés à Ankara, et plus de soixante-dix professeurs et étudiants à Izmir.

Après la rupture marocaine

sang-froid du côté algérien

A l'ambassade d'Algérie, que nous avons contactée, on ne s'inquiète pas particulièrement de la rupture qui vient d'être décidée par le Maroc et la Mauritanie. A Alger même, les moyens d'information ont également pris les choses avec calme, tout en indiquant qu'il s'agissait d'un pas en avant dans le sens de la tension entretenue dans la région par l'aventure marocaine au Sahara.

- Comment comprendre la rupture des relations diplomatiques avec l'Algérie, décidée par le Maroc et la Mauritanie ?

- C'est la suite logique de la position prise lors de la der-

nière session de l'Organisation de l'Unité Africaine, à savoir qu'ils rompraient les relations diplomatiques avec tout pays qui reconnaît la République Arabe Sahraouie

Démocratique. C'est cette menace qui est aujourd'hui mise à exécution. Le fond, c'est le refus de reconnaître l'existence de ce peuple.

- Peut-on considérer cette initiative comme le résultat d'une position sur la défensive ?

- Le Maroc a usurpé un territoire qui ne lui appartenait absolument pas. La population de ce territoire a dit de

différentes façons qu'elle ne tenait absolument pas à tomber sous la tutelle marocaine, et qu'elle voulait son indépendance. Maintenant, elle a proclamé l'existence de sa République, elle vient de créer son gouvernement. Pour nous, c'est un Etat qui commence à être reconnu. Il est tout à fait prévisible que le Maroc, étant donné sa politique, ne veuille pas reconnaître cette entité.

- Cette rupture est-elle un nouveau facteur de tension dans la région ?

- Certainement, c'est un pas de plus dans la tension existante dans la région. Mais nous n'y accordons pas une importance capitale. Ce n'est pas pour nous une question vitale.

- Pensez-vous que d'autres pays vont reconnaître la nouvelle république sahraouie ?

- Nous en sommes persuadés. Au sein du conseil des ministres de l'OUA, beaucoup de pays ont déjà reconnu le Front POLISARIO comme seul mouvement de libération nationale.

Sénégal : Libération et démocratie de façade

C'est sous ce titre que le Comité de Soutien aux détenus politiques d'Afrique de l'Ouest nous a transmis, à propos de la formation d'un parti « communiste » légal au Sénégal, un communiqué dont voici des extraits :

La création du PDS (Parti Démocrate Sénégalais) est intervenue au moment où les contradictions au sein de la bourgeoisie s'aiguisaient de plus en plus, et où l'assassi-

nat de Blondin Diop avait eu pour effet principal d'isoler le régime. Il était dès lors, pour Senghor, impossible de maintenir le système du parti unique.

Il s'agit pour Senghor, avec la naissance de And Jéf, organisation clandestine révolutionnaire, d'opter pour une répression sélective en vue de justifier la liquidation des authentiques représentants des masses sé-

négalaises.

Nous ne sommes pas contre l'existence d'un parti communiste légal au Sénégal, mais il ne faudrait pas qu'il soit le moyen pour un régime fantoche et criminel de baillonner plus tard le peuple. Il convient donc de ne pas se laisser leurrer par une démocratie de façade et d'intensifier la lutte anti-impérialiste. Seule la lutte révolutionnaire paie !

INTERNATIONAL

IRLANDE : LE TOURNANT

Yannick

L'histoire de l'Irlande, c'est l'histoire d'une révolte de plusieurs siècles, depuis les « Irlandais unis » qui se soulevaient en 1794 à l'image de la révolution française, la vie politique est là-bas subordonnée à la question de la libération nationale.

Après la rébellion de 1916, les Anglais accordaient l'indépendance à 32 comtés, mais perpétuaient leur occupation dans six des neuf comtés de la province du nord, l'Ulster. Dans les années 67-69, un mouvement pour « les droits civiques » se développa en Irlande du Nord. Ce mouvement prit une nette coloration nationaliste après la féroce répression dont il fut victime de la part des Britanniques.

et à partir de 69 éclatait la lutte armée.

Depuis cette époque, les Anglais cherchent désespérément à mettre sur pied une solution « pacifique ».

Aujourd'hui, nous publions une série d'interviews de dirigeants des deux IRA, réalisées par un camarade qui s'est rendu récemment dans ce pays. Ces interviews si elles ne permettent pas d'avoir une vue globale des questions que le peuple irlandais doit aujourd'hui résoudre, sont pourtant significatives de la politique suivie par chacune de ces deux organisations.



Belfast est une ville occupée militairement par une puissance étrangère. Les soldats qui patrouillent en gilet pare-balle, béret para à tête de mort ou coiffe écossaise sont des mercenaires de l'Etat anglais, on leur recommande d'ailleurs de se tenir à l'écart de la population.

Vingt quatre heures sur vingt quatre, ils circulent en blindés, en auto-mitrailleuse, en jeeps, à pied par groupe de quatre ou cinq, tous reliés par radio au P.C. souvent méfiants, tendus le doigt sur la gâchette. Ils refusent qu'on les prenne en photo, ils refusent même qu'on photographie Carfield Street ou Berry Street où sont garés une dizaine de jeeps et de blindés. Des dizaines

de rues sont barrées dans le centre-ville, c'est eux qui gardent ces barrages tandis que la police fouille vos vêtements et votre sac. La même scène se reproduit quand vous entrez dans un grand magasin, une banque, un établissement officiel, quel qu'un vous demande poliment d'ouvrir votre sac et éventuellement on vous fouille. (Dans les grands magasins, c'est systématique). Dans des quartiers entiers, il est interdit de garer sa voiture et des plots en ciment sont disposés sur la chaussée pour vous en empêcher.

Une voiture abandonnée c'est une explosion en puissance. De grands grilages s'élèvent jusqu'au deuxième étage des bâtiments officiels, l'éventuel

le grenade ne passera pas...

En première page du journal un numéro de téléphone, 652 155, « un numéro de confiance » dit la légende, c'est le téléphone de la police. L'appel à la délation est encore plus clair sur les affiches d'autobus. « Ce que vous avez à nous dire, peut être utile à tous ».

En un an de trêve, il n'y a eu « qu'une soixantaine de morts », « bonne semaine » déclare le rapport hebdomadaire de la Sécurité. « Il n'y a eu que quatre morts ».

Un peu partout des paillissades portent des affiches expliquant qu'une « géant bomb » a soufflé le magasin qui se trouvait là.

Interview de Sean O'Bradaigh

PORTE-PAROLE DE L'IRA PROVISOIRE

—Q : Quelle est la position des provos par rapport aux ouvriers protestants ?

—R : A l'origine, il n'y avait pas de division dans la classe ouvrière, le mouvement républicain a même eu de grands dirigeants protestants mais en suscitant l'ordre sectaire d'Orange, le gouvernement anglais a réussi à diviser les catholiques et les protestants. Nous pensons que les ouvriers catholiques ou protestants sont exploités par le même système dans le nord.

La différence entre les deux parties de la classe ouvrière est comparable à la situation entre noirs et pauvres blancs aux U.S.A. Les catholiques étant les noirs.

Les conditions de logement à Belfast sont aussi mauvaises pour les deux.

Le mouvement républicain a toujours été non sectaire et nous regardons les protestants comme des Irlandais, non comme des ennemis. Nos ennemis sont les Britanniques. Il est très difficile de réunifier la classe ouvrière à cause de la situation politique, de la tactique des Britanniques et de la classe dirigeante dans le nord, représentée par B. Faulkner.

Ces dernières années, le Sinn Fein s'est occupé de promouvoir des coopératives. Il existe aussi un mouvement de coopération protestant, et il y a eu des rencontres entre les deux mouvements en dépit de la confrontation entre unionistes et républicains.

Nous avons des contacts avec les trade-unions, n'oubliez pas que J. Connally fut l'organisateur du syndicat des transports !

—Q : L'Irlande est un pays rural, quelle part les paysans prennent-ils dans la lutte de libération nationale ?

—R : Enormément... beaucoup de combats ont lieu dans la campagne. Sur six comtés, nous estimons qu'il y en a quatre de républicains.

Dans le sud du comté d'Armagh, il y a 95 % de républicains, ils ont tué trente ou quarante soldats anglais et eu deux ou trois pertes. M. Heath dit que c'est une région de bandits. L'armée anglaise ne s'y déplace qu'en hélicoptères, les routes sont minées. Les Britanniques

n'arrivent pas à contrôler cette région qui est excellente pour la guérilla car elle est vallonnée et pleine de bois. Les gens y parlent toujours le gaélique. Le Tyrone aussi est un comté très nationaliste, les républicains y sont très forts.

Interview de Marie Drumm

VICE-PRÉSIDENTE DU SINN FEIN PROVISOIRE

Q. : Que pensez-vous des actions menées par l'IRA, sur le sol anglais ?

R. : Autrefois la Belgique et la France furent envahies par l'Allemagne et leurs peuples se sont battus pour se libérer. Quand on me pose la question, « pourquoi avez-vous porté la guerre en Angleterre ? Je réponds « qui a amené le bordel en Irlande ? » Nous voulons la paix, oui, mais la paix dans la justice ! Certains veulent la paix pour se rendre.

Q. : Ne pensez-vous pas, qu'au moins sur le sol anglais, il serait plus correct de n'attaquer que des objectifs purement militaires, les explosions comme dans ce « pub » de Birmingham peuvent atteindre des innocents ?

R. : Je reconnais que l'idéal c'est l'objectif militaire, mais on... nous prévenons toujours à l'avance quand il y a des explosions, nous prévenons plusieurs fois. Tout ce

qui a été attaqué par les bombes étaient des objectifs économiques. Mais nous abordons des questions militaires et je ne veux pas répondre. Pour Birmingham, je ne peux pas vous répondre, nous sommes en train de faire une enquête... il y a eu même ici à plusieurs explosions inexplicables. Ce n'est pas moi qui peut vous répondre... Pas de réponse !

Q. : Est-ce que les nouvelles formes d'organisation qui s'étaient créées dans les ghettos subsistent toujours et comment ont-elles évolué ?

R. : Elles n'ont pas une très grande importance... même une importance infime. Ces comités de rue existent peut être encore un peu...

Il y a par contre des organisations de femmes qui se sont créées pour les enfants perdus, les voitures volées, etc... car nous n'appelons pas la police.

Interview de Jim Cantwell

PORTE PAROLE DU SINN FEIN OFFICIEL

—Q : Quels sont les buts du Sinn Fein officiel ?

—R : Notre but est une Irlande indépendante et socialiste, nous sommes fidèles à l'idéal de J. Connally, le leader de la rébellion de 1916. Nous voyons l'unité de l'Irlande à travers l'unité de la classe ouvrière... ce qui est très difficile à réaliser parce qu'en 1969, le mouvement républicain s'est divisé sur la manière de s'opposer et de mettre fin à la présence britannique.

Nos combattons pour les droits civiques et la démocratie. Depuis 1969, les provisoires ont engagé une campagne purement militaire dans le nord et cela a divisé le peuple du nord et sa classe ouvrière. Il y a un million d'unionistes et 500 nationalistes. Nous combattons pour les droits civiques parce que nous voulons politiser le mouvement au nord, mais les provisoires s'intéressent uniquement à la lutte militaire.

—Q : Et vous vous intéressez uniquement aux « civil rights » ?

—R : Non, entre 69 et 72, l'IRA officielle a attaqué l'ar-

mée anglaise. En 72, nous avons proclamé le cessez-le-feu.

—Q : Pourquoi ?

—R : Le combat politique exigeait des officiels qu'ils arrêtent la lutte armée, parce qu'il y avait un danger de guerre civile sur le terrain religieux, or, notre but politique est d'animer un mouvement de masse contre le gouvernement et la violence ne pouvait aider ce mouvement parce qu'elle divisait trop brutalement et de façon sectaire le peuple.

Depuis 72, la situation dans le nord empire. Presque tous les meurtres depuis cette date ont été des meurtres sectaires, des meurtres religieux. Il est faux de comparer l'Irlande à l'Algérie, les protestants du nord sont des Irlandais pas des pieds-noirs et ils veulent garder les liens avec l'Angleterre parce qu'ils pensent que c'est une garantie de prospérité.

Si vous voulez, la question de fond est que si vous voulez une Irlande unie, vous devez avoir une population unie. Le problème est donc de créer les conditions politi-

ques d'une discussion avec les unionistes.

—Q : Quelle est la situation de la classe ouvrière ?

—R : Nous vivons dans ce pays une très grande crise économique. Il y a 120.000 chômeurs dans le sud et 50.000 dans le nord, et depuis l'adhésion au marché commun, la situation empire. Notre gouvernement est tout à fait conservateur, nous organisons l'opposition pour le droit au travail. Tous nos militants sont actifs dans les trade unions.

Nous réclamons une nationalisation des banques et des finances, l'intervention de l'Etat dans l'industrie. La grande question maintenant, c'est le zinc, le gaz, le plomb, nos ressources naturelles que le gouvernement livre aux monopoles internationaux. Nous menons campagne pour un contrôle public et populaire de nos ressources naturelles et de l'industrie irlandaise. Nous avons remporté certains succès dans l'opinion public qui demande au gouvernement de taxer les compagnies étrangères, il y a une exigence croissante concernant les nationalisations.

Petit lexique

Fianna Fail : Parti gouvernemental en Irlande du sud. Droite.

Labour : Travailleurs irlandais au Sud.

Sinn Fein : signifie nous-mêmes, il y a deux sinn fein, le sinn Fein « provisoire » et le sinn Fein officiel, auxquels correspondent deux I.R.A.

I.R.A. : Irish Republican Army. L'une « provo » (provisoire) et l'autre officielle.

I.R.S.P. : Irish Republican Socialist Party. Scission des officiels, Bernadette Devlin fait partie de l'IRSP.

Unionistes, loyalistes : termes désignant les gens partisans de l'union avec l'Angleterre.

Ordre d'Orange : à l'origine une société secrète à caractère religieux (protestant), les Anglais l'ont suscité pour diviser les Irlandais et « confessionnaliser » la question nationale.

Foyer Pauline Roland (Paris)

DES FEMMES EXPLIQUENT LEUR LUTTE

Le Foyer Pauline Roland à Paris : des femmes qui luttent contre les expulsions, contre la répression, pour des salaires récents. Des femmes qui en ont assez de travailler pour rien. Des femmes qui ont peur, mais qui aujourd'hui, par leur combat, dévoilent un fait de répression peu connu.

QdP : Tu peux présenter le foyer ?

R : La résidence Pauline Roland, le foyer maternel d'aide social, 35 rue Fessart, dépend de la Préfecture de Paris. C'est dans ce bâtiment de 9 étages qu'on nous accueille pour 3 mois : si en travaillant on peut payer 400F par mois, 700F avec un enfant ! Sinon, on nous fait travailler dans le foyer : 15 à 50 F pour 15 jours ! Si on ne peut pas payer ou au bout de 3 mois, on nous expulse avec chiens policiers si nécessaire. Le seul moyen pour rester : «être rentable», c'est à dire travailler pour eux !

QdP : Qui vient dans le foyer ?

R : Des femmes qui sont parties de chez elles avec leur enfant parce qu'elles étaient «battues», des femmes expulsées parce qu'elles ne pouvaient plus payer leur loyer, des femmes sans travail, des femmes qui sortent de l'hôpital, des femmes qui vont rentrer en maison de retraite, des femmes qui veulent changer de milieu. Nous avons entre 18 et 65 ans.

QdP : Comment on arrive au foyer ?

On s'adresse à la mairie, au bureau d'aide sociale, à l'assistante ou même aux flics pour avoir de l'aide. On nous

propose alors un foyer. Suivant les cas on nous le présente comme un foyer de jeunes travailleurs, une maison de pré-retraite... En fait, on sait pas où on va. Une fois sur 2, on nous mène au foyer dans un fourgon de la préfecture de police !

QdP : En quoi le foyer ressemble-t-il à une prison ?

Il y a des surveillants partout, depuis un mois, ils sont aidés par des vigiles de l'ACDS ! Ils sont là pour nous faire respecter un règlement qu'on ne connaît pas. Ils nous interdisent de manger si on a 5 mn de retard, de revenir dans nos chambres, de recevoir dans nos chambres ! Ils vérifient si les mères sont bien avec leurs enfants, à quelle heure elles les couchent. On peut pas téléphoner, le courrier est ouvert ! On ne sort pas comme on veut. On a des cartes avec les horaires où on mange, où on doit rentrer. On nous pointe à l'entrée et à la sortie. Pour sortir le week-end, il faut une autorisation écrite ! Pour aller chercher du travail, il faut un bon de sortie, on a droit à 2h un matin ! Il y a des interphones partout !

QdP : Quelle est l'ambiance à l'intérieur du foyer ?

Quand on est dans le foyer on a peur. Peur de ne pas pouvoir ressortir si les flics

viennent nous chercher parce qu'on peut plus payer. Peur de ne pas pouvoir rentrer, de se retrouver dehors sans rien.

Si on a un gosse, on nous fait du chantage à l'assistance publique. On oblige la mère à toujours rester avec lui, à l'emmener partout. Si jamais on le laisse à quelqu'un d'autre, ou si on le laisse seul à dormir dans la chambre, c'est abandon d'enfant ! C'est la directrice qui signe la lettre. Toutes les



filles vivent dans la peur de ne pas retrouver leurs gosses quand elles rentrent du travail.

On divise les filles par le racisme. Un soir mon gosse était malade, on m'a envoyé à l'hôpital en ambulance, les immigrées, elles y vont en métro, leur gosse dans les bras ! On nous isole. On est pourtant trois par chambre,

on met toujours une jeune, une vieille, une immigrée. Les filles se renouvellent sans cesse on peut pas se lier. Le seul moment où on peut parler, c'est le repas. On a une demi-heure !

On décide tout pour nous, on est toujours assisté. On fait de nous des mendiants. A la sortie on veut qu'on se prenne en charge... Il y a une femme de 40 ans, quand elle a quitté le foyer, il a fallu que son ami signe une prise en



charge ! Les filles qui sont depuis longtemps au foyer, qui y travaillent ne sortent plus, elles ont peur de la rue, des gens.

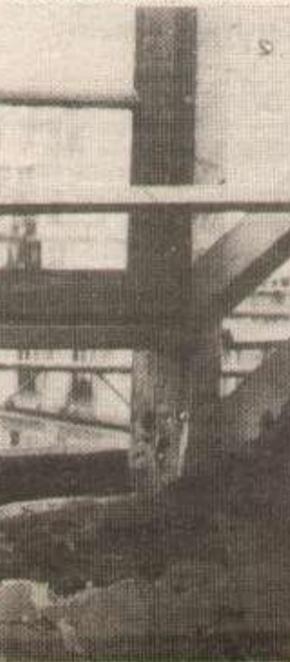
QdP : Et la sortie ?

C'est l'échec de la «réinsertion sociale» comme ils disent ! Les filles retournent chez leurs maris, se prostituent, deviennent alcool-

ques, partent à l'hôpital parce qu'elles sont malades, la maladie c'est un motif de renvoi, alors elles ne disent rien.

QdP : Et la lutte ?

Ça a commencé le 8 janvier quand 10 flics et 2 chiens sont venus expulser 2 filles qui pouvaient pas payer. On a téléphoné à l'Huma. Le PCF a alors signé un tract où il reprenait à son nom nos revendications ! Ils nous ont



proposé des actions en vue d'un battage pour leur parti sur les expulsions. On n'a pas marché ! Le PCF refuse de participer au comité de soutien qu'on a formé avec les groupes femmes, des groupes d'extrême gauche, l'UL, CFDT qui fait le lien avec les boîtes du quartier. Le PCF fait des appels parallèles, à sa manifestation il y avait 7 personnes ! Nous on en a réuni 100.

Conférence de presse du Comité de Soutien aux «Pauline Roland», vendredi 12 mars à 18h., 9 rue du Pré St Gervais à PFA. (métro : Place des Fêtes).

Les revendications.

- la cessation des expulsions
- le départ immédiat de la police
- le SMIC pour celles qui sont obligées de travailler à l'intérieur du foyer
- la possibilité de contrôler les décisions de la direction
- un régime égal entre Françaises et Immigrées
- une direction plus humaine
- la réouverture de la pouponnière
- l'affichage d'un règlement interne du foyer
- des horaires libres, plus de bons de sortie
- une assistante sociale, un psychologue
- des stages de formation à la FPA
- un service gynécologique et une information contraceptive
- plus de limite de temps pour partir du foyer, et la priorité pour la recherche d'un logement, d'un travail et d'une crèche
- ouverture d'une cafétéria pour que les filles se rencontrent librement.

QdP : Que fait le comité de soutien ?

On popularise en diffusant des tracts. On a fait un rassemblement devant le foyer contre les expulsions, pour nos revendications. On fait des collectes, des pétitions. Après la manif des femmes, samedi, une fille a été réintégrée.

Vendredi, on fait une conférence de presse. Notre but c'est d'étendre la lutte à tous les foyers dépendant du bureau d'aide sociale.

LA PERMANENCE MLAC-DIVORCE DU 13^e (PARIS)

Quand on arrive au local de la Cité Fleurie, on est agréablement surpris de découvrir un véritable hameau dans Paris, où les allées fleuries et ombragées bordent des corps de bâtiments séparés en ateliers.

Samedi, une vingtaine de femmes de tous les âges, réunies autour d'une grande table discutaient, quelques enfants s'amusaient. On parlait des problèmes de divorce, bien sûr, mais aussi des difficultés de tous les jours au travail comme à la maison.

La permanence a été créée il y a quatre mois, par quelques femmes du MLAC et des militantes du 13^e arrondissement. Leur but : aider les femmes qui se débattent dans les difficultés d'un divorce, leur montrer qu'il ne s'agit pas d'un problème personnel, comme beaucoup le croient, les amener à se prendre en charge et à lutter ensemble.

Prévenues par des distributions de tracts, sur le quartier ou par des amies, les femmes sont de plus en plus

nombreuses à venir. La majorité d'entre elles, avant de venir à la permanence étaient isolées, sans défense, comme l'explique Claudine : «J'ai commencé mon divorce, il y a un an, j'étais seule, je n'avais personne à qui demander conseil...» A présent, ses problèmes sont à peu près réglés, sa combativité est devenue très grande.

Les femmes qui viennent ici découvrent la solidarité et l'amitié, elles prennent en charge leurs problèmes collectivement en prenant conscience que la majorité d'entre elles se trouvent dans une situation similaire ; «Avant, j'étais seule, je n'avais aucune aide, mais maintenant, je peux entamer une procédure, apprendre à me défendre», dit Monique. Ensemble elles affrontent les difficultés, elles s'aident dans les démarches à suivre. Des avocates militantes les conseillent, bien évidemment gracieusement. Leur but est de donner aux femmes la connaissance de la loi, pour mieux pouvoir s'en servir. Les femmes se rendent à deux ou à trois chez

l'avocat ou le juge, et elles ne se laissent plus influencer par l'autorité qu'ils représentent ; elles comprennent ce qu'est la justice dans notre pays. «Il ne faut plus que l'avocat, le magistrat apparaissent comme des spécialistes tout puissants. Les femmes doivent discuter avec eux, exposer leur point de vue, lorsqu'elles ne sont pas d'accord», explique Martine. C'est ce que les femmes qui viennent à la permanence sont capables de faire au bout d'un certain temps.

En prenant leurs affaires en mains, les femmes du peuple deviennent capables de se battre, de remettre en question le système qui les opprime. C'est Chantal qui nous dit : «Je ne m'étais jamais occupée de politique avant, mais maintenant je me pose des questions, j'aimerais comprendre, ne plus me laisser faire... J'ai l'impression de commencer à vivre».

Danielle BERNIER

Permanence MLAC Divorce
Cité Fleurie, 65 bd Arago
Paris 13^e
le samedi de 14 à 16 h.

INFORMATIONS GENERALES

UN HOMME CONDAMNÉ D'AVANCE

Hier s'ouvrait à Aix en Provence le procès de Christian Ranucci, meurtrier présumé d'une petite fille de huit ans, assassinée dans un bois près de Marseille. Un crime particulièrement odieux, qui avait fait beaucoup de bruit, en Juin 74. Un de ces crimes qui font le bonheur des «grands moyens d'information», toujours à l'affût de ce qu'il peut y avoir de plus sanglant... Après l'assassinat du petit Philippe Bertrand, le procès prend une nouvelle ampleur. Les journaux locaux titrent «Ranucci joue sa tête...».

Le 3 juin 74, une petite fille qui jouait avec son frère dans la banlieue marseillaise est enlevée par un inconnu en voiture. Le même soir, un accrochage se produit à Marseille entre deux voitures, le propriétaire de l'une d'elles, une 304, s'enfuit. Suivi par l'autre, il est aperçu sur une route secondaire, entraînant un enfant dans les collines. Le propriétaire de la 304, Christian Ranucci est retrouvé, arrêté, et avoue être l'auteur du crime après 15h. d'interrogatoire...

Il y a quelques mois, Ranucci envoie une lettre au juge d'instruction affirmant sa totale innocence. Depuis, il n'a pas changé de position, et d'autres faits sont intervenus : le frère de la petite

filles n'a jamais reconnu Ranucci. Un individu en Simca 1100 avait été repéré dans le quartier : il demandait à des petites filles de les aider à retrouver son caniche perdu.

Un garagiste témoin de l'enlèvement, dit qu'il s'agissait d'une Simca 1100, et non d'une 304. L'individu en question portait un pull rouge, c'est un pull rouge qui a été retrouvé près du corps de la petite fille...

Ces éléments doivent au moins inciter au doute. S'il est clair qu'un crime aussi horrible que l'assassinat d'une petite fille doit être châtié, il est grave que la campagne ignoble et hypocrite consécutive au crime de Troyes se poursuive sur ce procès.

ENSEIGNEMENT : SUPPRESSION DE POSTES

En Loir et Cher, alors qu'il manque 493 postes de professeurs on parle d'en supprimer encore une quarantaine ! Les enseignants des divers CES et CEG se sont mis en grève le 5, 6 et 8 mars contre cette décision. A Drancy, l'administration parle de fermer le CES Joliot-Curie et de disperser les élèves. Le 5 mars plus de 200 parents ont manifesté pour protester contre cette fermeture.

DIRECTEUR CONDAMNÉ POUR PUBLICITÉ MENSONGÈRE

Le directeur général des établissements V.J.F. fabricant des jus de fruits a été condamné à 5 000 F d'amendes pour publicité mensongère. Il avait fait apposer sur les autobus de Grenoble des panneaux publicitaires portant l'inscription : «Poker, du fruit prêt à boire», laissant entendre qu'il s'agissait d'un jus de fruit sans addition d'eau, alors que cette boisson ne contient que 50 % de jus de fruit.

INTERVIEW

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT



BASSAM ABOU SHARIF

Porte parole du Front Populaire de Libération de la Palestine

Hier, le porte-parole du FPLP avait répondu à nos questions concernant la crise libanaise. Aujourd'hui, nous publions sa conclusion sur cette question et son point de vue sur le problème du «règlement pacifique».

L'intervention syrienne

Au terme des combats, on peut constater que la lutte palestinienne et libanaise contre l'attaque réactionnaire et fasciste, a permis de modifier progressivement le rapport de force militaire. C'est au moment où la situation était en faveur des masses palestiniennes et libanaises, que nous avons été surpris par l'intervention de la Syrie, qui a imposé un accord. A notre avis, cette ingérence de la Syrie est venue exactement à l'heure pour empêcher la destruction du régime libanais, au moment où toutes ses institutions commençaient à se disloquer. C'est pour cette raison que la situation militaire favorable ne s'est pas traduite comme il faut sur le plan politique, au contraire : le régime libanais a subi une défaite militaire suivie d'une victoire politique.

La question n'est donc pas définitivement réglée ; nous sommes dans une trêve qui ne durera pas. Si l'équilibre des forces ne change pas, deux possibilités existent : ou bien le régime réactionnaire rassemble ses forces militaires dispersées et ses alliés fascistes, et il parvient à faire correspondre un équilibre militaire à l'état de fait politique. Ou bien, le déséquilibre subsiste, la domination militaire du mouvement patriotique et de la Résistance Palestinienne se maintient, et alors les masses palestiniennes et libanaises pourront mener une lutte politique plus avancée et, soutenues par leurs forces armées, changer en leur faveur la situation politique. Il ne sera, par exemple, pas possible au pouvoir, à l'avenir, de réprimer une grève des pêcheurs contre les compagnies monopolistes, car les pêcheurs pourront se défendre avec leurs fusils.

Le rôle de la Syrie s'affirme dans la région. Que pensez-vous de ce rôle ? Peut-on parler d'une tentative d'englobement de la Résistance par la Syrie ?

Pensez-vous que les démarches jordaniennes de convoquer et de dissoudre le parlement ont une relation avec le projet du «Royaume Uni», c'est-à-dire l'annexion de la Cisjordanie, en cas de retrait d'Israël ? Que pensez-vous du rapprochement syro-jordanien ?

Nous l'avons déjà dit, c'est au moment où les rapports de forces militaires tournaient en faveur des masses populaires que la Syrie est intervenue pour sauver le régime libanais, placé dans une impasse. Cette intervention a également eu lieu au moment où la Résistance Palestinienne était sur le point de remporter sa première victoire contre le plan de règlement. Après la défaite des réactionnaires libanais, la Syrie prend le relais, dans un style différent. Sous le couvert du slogan qu'elle répète : «Garantie de l'application de l'accord du Caire de 1969 entre la Résistance et l'État libanais», elle cherche à affaiblir pas à pas la Résistance Palestinienne pour la pousser vers un règlement.

Au même moment, le roi Hussein de Jordanie se montre prêt à négocier sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Il s'agit de susciter l'inquiétude chez certains dirigeants capitulationnistes palestiniens, de leur faire poser la question dans ces termes : qui participera au règlement ? Eux-mêmes ou le roi Hussein ? La Résistance est donc confrontée à deux obstacles : la Syrie désormais présente au Liban,

qui la menace au cas où elle n'appliquerait pas l'accord du Caire. D'autre part, le roi Hussein, qui menace de se substituer aux dirigeants opportunistes dans le règlement.

A notre avis, la Syrie cherche à former, avant la visite de Ford, une direction unifiée jordano-palestino-syrienne, pour la lui présenter comme un partenaire prêt à négocier avec Israël sur la question des territoires occupés en 1967. Cette position de la Syrie aiderait Ford à venir à bout de l'attitude dure d'Israël, qui refuse de négocier avec l'OLP.

Pour notre part, nous refusons le plan de règlement et nous combattons contre lui. Notre but n'est pas la participation de l'OLP au règlement à la place d'Hussein ; nous voulons au contraire porter à ce plan un coup d'arrêt. C'est pour cette raison que, côte à côte avec d'autres organisations palestiniennes, nous combattons ensemble pour affronter le défi au Liban et maintenir un rapport de force militaire en notre faveur. Plusieurs rencontres ont eu lieu ces derniers temps, entre le Fath et le FPLP en vue de mettre sur pied un programme commun pour affronter le complot sur la scène libanaise. Nous sommes prêts à faire évoluer cet accord limité en un programme politique, si le Fath prend une position politique claire et refuse le règlement. Ce sera, à notre avis, le premier pas sur la voie de la mobilisation des masses arabes contre tout règlement, alors que les milieux officiels arabes l'ont, eux, accepté après la guerre d'octobre de 1973.

Egypte et Syrie : pour le «règlement»

Le président Sadate a pris une position contre ces dernières démarches jordaniennes. Est-ce une position véritable du régime égyptien ? Comment peuvent être, dans ces conditions, les relations de l'OLP avec les pays arabes ?

Nous ne prenons pas position face à la Jordanie suite à ces derniers pas. Dans notre programme politique, nous considérons le régime jordanien comme un régime réactionnaire. Nous luttons contre lui, et nous cherchons à l'éliminer par tous les moyens et principalement par la lutte armée. La démarche jordanienne est contre les décisions de Rabat et la position de l'OLP, seul représentant du peuple palestinien en Cisjordanie.

Notre position, c'est le refus d'accepter la «légitimité» du roi Hussein et en même temps, le refus d'accepter que l'OLP participe à un règlement politique.



La conférence de Genève

3/ Sadate est un capitulationniste. Il a fait le premier pas sur le chemin de la trahison, et il voudrait bien être en compagnie pour continuer. En particulier, il cherche à entraîner l'OLP dans cette voie, pour avoir une excuse valable aux yeux des masses égyptiennes.

La tactique qu'il suit actuellement, son attaque contre la politique jordanienne, n'est qu'une tentative pour laisser la porte ouverte aux dirigeants palestiniens qui désirent participer au règlement. De son côté, la Syrie poursuit le même but, mais la tactique qu'elle emploie conduira au regroupement de toutes les forces de la Révolution Palestinienne autour du Front du Refus et de son programme politique. Avec deux tactiques différentes, Sadate et la Syrie cherchent l'un comme l'autre à faire endosser le règlement par les Palestiniens.

En ce qui nous concerne, surtout en ce moment, c'est l'attitude de chaque régime vis-à-vis des tentatives de règlement qui détermine la nature de nos relations avec lui. La Résistance Palestinienne doit s'allier avec ceux qui le refusent, et qui combattent résolument jusqu'à la libération de tous les territoires arabes, y compris la Palestine. Tout programme politique commun aux différentes organisations de la Résistance devrait se prononcer nettement sur cette base pour nos relations extérieures.

La Syrie se demande quelle est la voie possible pour arriver à un règlement : le rapprochement avec la Jordanie ou avec les Palestiniens ? Les Syriens, voulant le règlement, se rapprochent des forces les plus proches de l'impérialisme, la Jordanie.

En tant que forces révolutionnaires, nous considérons l'Union Soviétique comme un ami, ainsi que toutes les forces révolutionnaires dans le monde.

Nous sommes d'accord sur certains points et en désaccord sur d'autres. Nous sommes d'accord sur les droits

Perspective stratégique

Durant la dernière période, les tentatives de règlement sont venues des États Unis. Mais l'Union Soviétique a sa propre vision. Est-ce qu'elle correspond à la stratégie que s'est fixée la Révolution Palestinienne ? Dans quelles mesures peut-il y avoir un accord avec l'Union Soviétique ?

4/ Comme tous les pays socialistes, les mouvements démocratiques dans les pays capitalistes, et les mouvements de libération dans le monde, l'Union Soviétique est l'alliée des masses arabes.

Mais cela ne signifie pas que nous n'ayons aucune divergence aujourd'hui. Notre désaccord porte sur la reconnaissance de l'État d'Israël, question essentielle pour nous. Nous la refusons, et nous luttons pour une société démocratique en Palestine. Tandis que l'attitude de l'Union Soviétique est la reconnaissance d'Israël, avec la création d'un «État Palestinien», en Cisjordanie et à Gaza. Ces divergences ne nous empêchent, en aucune façon, à changer notre point de vue sur l'Union Soviétique.

du peuple palestinien et notre lutte commune contre l'impérialisme et le sionisme. Mais l'Union Soviétique pense qu'une partie des terres palestiniennes peut être aux Palestiniens alors que nous pensons que c'est sur toute la Palestine que notre peuple retournera. L'Union Soviétique a posé la question du règlement après la guerre d'Octobre, ainsi que les forces considérées pro-soviétiques, dans la région arabe. Nous disons que les rapports de force actuellement, ne peuvent donner un règlement progressiste.

Notre refus du règlement ne vient pas de nos contradictions avec l'Union Soviétique mais parce que nous considérons

Sur l'unité nationale : quels sont les pas que vous avez faits dans le but de cette unité ?

5/ Nous avons eu des rencontres avec le Fath. Nous avons discuté de la possibilité d'une plate-forme pratique commune pour affronter l'attaque réactionnaire au Liban. Ces discussions pourront se développer jusqu'à envisager tout le problème du règlement. Mais nous affirmons que tout programme commun doit refuser ce règlement, et comporter la lutte contre lui.

Que pensez-vous de la lutte des masses palestiniennes en Palestine occupée ? Est-ce que ces luttes donnent de nouvelles perspectives à la Révolution Palestinienne ?

6/ Il faut noter que les luttes des masses palestiniennes à l'intérieur de la Palestine ne sont pas isolées de celles qui se mènent à l'extérieur, et se déroulent sous la direction d'ensemble de la Révolution. Les soulèvements en Palestine occupée sont guidés par l'avant-garde, par les organisations révolutionnaires. On peut affirmer que, de ces luttes, se dégageront de nouveaux dirigeants populaires. Ceux-ci engagent la lutte suivant la ligne et sous la direction de la Résistance.

ABOU AL ABBAS, porte parole du FPLP-CG

Interrogé sur les mêmes questions que les autres organisations de la Résistance, le FPLP (commandement général), qui participe avec le FPLP au «front du refus», nous a notamment fait les déclarations suivantes.

Ce n'est pas la Résistance Palestinienne qui était à l'avant des combats, mais ce sont les forces patriotiques qui y étaient. Nous, en tant que forces patriotiques se trouvant au Liban, nous avons participé aux côtés des forces patriotiques libanaises à leur lutte, et notre coordination avec ces forces a été plus ou moins forte suivant notre accord sur la position politique. Notre coordination avec les forces de Joumblatt

n'a pas été la même que celle avec les forces qui refusent le règlement politique.

La Syrie veut affirmer sa force dans la région. Elle tente de proposer certaines réformes mais la lutte au Liban n'était pas pour des gains confessionnels. La lutte est beaucoup plus profonde que l'accord ne laisse penser. Les liens que la Syrie entretient avec la Résistance visent à lui faire accepter le règlement politique.

que c'est un règlement américain.

Il y a des liens très forts entre nos luttes à l'intérieur et nos luttes à l'extérieur. Nous devons comprendre que la terre occupée n'est pas uniquement la Cisjordanie et Gaza. Il s'agit de l'ensemble des terres occupées depuis 1948.

Les luttes y compris armées, vont dans ce sens : chasser l'ennemi sioniste et détruire ses forces. Nous considérons Israël comme une institution complète et cette institution doit être détruite. L'entité sioniste est liée directement à l'impérialisme pour dominer les peuples de la région.

BLOC-NOTES

LE DIVORCE -5-

LES PENSIONS

suite de l'interview de deux avocates du M.A.J.

Comment les choses se passent-elles pour les pensions alimentaires ?

C'est un problème toujours aussi difficile à résoudre. Pour que le mari soit en mesure de verser une pension à sa femme, il faudrait que son salaire le lui permette. Pour les enfants, c'est la même chose, bien qu'il existe un recours légal : plainte en abandon de famille, saisie-arrest sur salaire, recouvrement par les impôts si les deux autres n'ont pas abouti. Mais que faire en cas de disparition, de chômage, ou si le salaire du père est trop bas pour qu'il puisse payer ?

Beaucoup de femmes conscientes de ces difficultés ne demandent pas le divorce même si leur vie est extrêmement pénible, car elles savent qu'elles se retrouveraient sans aucune ressource.

Peut-on envisager une fa-

çon plus satisfaisante de résoudre le problème du divorce ?

Ça paraît difficile. Le divorce est un moment de crise où apparaissent à nu tous les problèmes économiques et politiques au niveau de la famille. Le divorce est la conséquence de la politique familiale de la bourgeoisie qui amène les époux à se séparer, à cause des conditions de vie, de travail qu'elle leur fait subir, et des rapports sociaux qu'elle instaure entre les hommes. Il ne s'agit pas, comme on voudrait le faire croire, d'une affaire personnelle. C'est ce que, par exemple, les femmes venues chercher de l'aide à la permanence divorce du 13^e arrondissement ont compris, elles qui à présent prennent en charge collectivement leurs problèmes et apprennent à se défendre.

La survivance du divorce-sanction

Si la loi de Juillet 1975 a créé de nouvelles formes de divorce, par requête conjointe ou demande acceptée, elle a aussi modifié les anciennes formes de divorce. Rappelons que le divorce n'était admis auparavant que dans des cas limités, et que l'idée directrice était qu'il s'agissait d'une sanction contre un comportement punissable de l'un des époux ou des deux.

Le divorce sanction survit avec la loi de juillet 1975, mais ses conditions ont été modifiées.

Les causes de divorce :

Auparavant il existait deux catégories de causes :

- Les causes péremptoires : le divorce était obtenu à coup sûr. Il y avait deux causes péremptoires : l'adultère et la condamnation à une peine afflictive ou infamante de l'un des époux.

- Les autres causes étaient appelées « sévices, excès et injures graves ». Le juge avait la liberté d'apprécier si ces causes étaient suffisamment graves pour justifier le divorce.

La réforme a modifié cette répartition. Seule la condamnation à une peine inflictive et infamante reste une cause péremptoire de divorce.

L'adultère était jusqu'en juin 75 un délit. Et la femme était bien plus sévèrement punie

que l'homme, puisqu'elle risquait trois mois à deux ans de prison, alors que lui ne risquait qu'une amende. Ces peines n'étaient d'ailleurs plus appliquées. Désormais l'adultère n'est plus qu'une cause ordinaire de divorce. Le juge accorde donc un plus large pouvoir d'appréciation : il pourra décider que tel adultère n'est pas suffisamment grave pour justifier un divorce. Suivant la procédure suivie, les époux pourront donc obtenir des résultats très différents. En effet, si l'épouse fait une demande de divorce contre son mari adultère et que celui-ci accepte, elle obtiendra le divorce. Mais si le mari refuse et qu'elle demande au juge le divorce pour faute, celui-ci pourra estimer que ce n'est pas si grave et refuser le divorce.

Les autres fautes remplacent les « excès, sévices et injures graves ». On peut donc supposer qu'il s'agit des mêmes faits :

- l'abandon du domicile conjugal,

- le refus volontaire et persistant de relations sexuelles, - l'alcoolisme, - l'adhésion de l'un des époux à une secte religieuse, si elle rend la vie conjugale intolérable, - les scènes, les injures grossières, les coups.

COMMENT OBTENIR LE DIVORCE

Celui qui demande le divorce devra recourir à un avocat, qui déposera une requête. S'il demande des mesures d'urgence, il devra déposer sa requête en personne.

Les deux époux sont ensuite convoqués par le juge pour une tentative de conciliation. S'il n'y a pas conciliation, celui-ci peut imposer un délai de réflexion de six mois maximum ou autoriser la continuation de la procédure. Si durant le délai de six mois, les époux reprennent la vie commune, cela ne permet pas de supposer qu'ils se sont réconciliés, car il y a souvent des raisons économiques.

C'est ensuite le tribunal qui prononcera le divorce.

Yves BEAUMONT

(à suivre)

MERCREDI 10 MARS

TF 1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 35 - Les visiteurs du mercredi
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Peut-être en automne
22 h 00 - La psychologie d'aujourd'hui : le mariage
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

14 h 30 - Les après-midi d'antenne 2
16 h 20 - Un sur cinq
18 h 25 - La boîte à images
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Police story
21 h 30 - C'est-à-dire
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 00 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash JOURNAL
20 h 00 - Programmes régionaux
20 h 30 - Un film, un auteur la femme du prêtre
22 h 15 - JOURNAL et fin

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Les journées des soldats de l'Armée rouge sont bien remplies. Différentes compétitions de groupes sont organisées. Les fanions qui en sont la récompense, ornent les Clubs Lénine.

39^e épisode
UN CLUB LÉNINE

«MA-LA-GRANDE-BARBE»

Chaque compagnie et chaque régiment avait son Club Lénine ; c'était ici le centre de toute la vie sociale et « culturelle ». Les salles Lénine régimentaires étaient toujours ce qu'il y avait de mieux dans le cantonnement de l'unité, mais cela ne dit pas grand-chose ; celles que j'ai vues étaient toujours des installations sommaires et de fortune, et l'intérêt qu'elles pouvaient soulever dépendait plus de l'activité humaine qui s'y déroulait que de leur aménagement. Elles avaient toutes des portraits de Marx et Lénine dus au talent d'artistes de la compagnie ou du régiment. (...)

Marx, dont le nom chinois est Ma K'o-ssé, était surnommé *Ma-ta-hou-tze*, «Ma-la-grande-barbe». Les soldats rouges semblaient avoir pour lui un respect affectueux. C'était surtout vrai des Musulmans, qui semblent être les seuls Chinois capables d'avoir une barbe luxuriante et d'en apprécier une.

LES MODÈLES D'ARGILE

Un autre aspect du Club Lénine était un coin consacré à l'étude de la tactique à l'aide de modèles en argile. Les Chinois réussissent bien dans ce genre de choses. On y construisait des villes miniatures, des montagnes, des forts, des rivières, des lacs et des ponts, et des armées postiches s'y livraient bataille en tous sens, tandis que la classe étudiait le problème tactique qui lui avait été proposé. Ainsi, on voyait en certains endroits les batailles sino-japonaises de Changhaï se livrer une seconde fois, en un autre les combats de la Grande Muraille, mais les modèles étaient naturellement pour la plupart consacrés aux batailles qui avaient déjà mis aux prises les Rouges et le Koumintang. La classe avait aussi coutume



Jeune fille du Parti au cours d'une séance d'éducation dans un village du Honan.

d'expliquer la physionomie géographique du district où l'armée était stationnée, de traduire sous un aspect visuel les manœuvres d'une campagne hypothétique, ou simplement de donner une forme animée aux leçons de géographie et de politique qui constituaient une partie de la formation militaire des soldats rouges. Dans la salle Lénine d'une compagnie d'hôpital étaient exposés les modèles en argile des différentes parties du corps, montrant les effets de certaines maladies, illustrant l'hygiène corporelle et ainsi de suite. (...)

LE JOURNAL MURAL

Il y avait aussi dans chaque club un journal mural, et un comité de soldats avait la charge de le

tenir à jour. Du moins était-il plus actuel que la «bibliothèque» du Club Lénine tout venant. Celle-ci comprenait les manuels et conférences-types de l'Armée rouge, une Histoire de la Révolution russe, divers magazines qui avaient pu pénétrer en contrebande ou qui avaient été pris dans les districts blancs, et des collections de publications soviétiques telles que les *Nouvelles quotidiennes de la Chine rouge*, le *Travail du Parti*, la *Lutte* et d'autres.

Le journal mural donnait un fidèle aperçu des problèmes du soldat et la mesure de son développement intellectuel. Je pris note, en traduction complète, de plusieurs de ces journaux. Un exemple typique était celui de la 2^e Compagnie du 3^e Régiment de la 2^e Division, à Yu-wang-pao, daté du 1^{er} septembre. Il comprenait les avis quotidiens et hebdomadaires du Parti communiste et de la Ligue de la Jeunesse communiste ; deux ou trois colonnes de contributions frustes émanant de néophytes de l'écriture - en général des exhortations et des mots d'ordre révolutionnaires ; des bulletins radio des victoires de l'Armée rouge dans le Kansou du sud ; de nouveaux chants à apprendre ; des nouvelles politiques des territoires blancs ; et peut-être ce qu'il y avait de plus intéressant, deux sections appelées les colonnes rouges et noires consacrées respectivement à l'éloge et à la critique.

Les «éloges» consistaient en tributs offerts au courage, à la vaillance, au dévouement, à la diligence ou à d'autres vertus d'individus ou de groupes. Dans les colonnes noires, les camarades se critiquaient les uns les autres ou blâmaient leurs officiers (nommément) pour des fautes telles qu'un fusil mal entretenu, de la négligence dans l'étude, la perte d'une grenade ou d'une baïonnette, une cigarette fumée pendant le service, le «retard politique», l'«individualisme», les «habitudes réactionnaires», etc. Dans une colonne noire, je vis dénoncer un cuisinier pour son millet à moitié cuit ; dans une autre un cuisinier dénoncer un homme qui se «plaignait toujours» de ses préparations.

(à suivre)

INTERVIEW

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT

**FAROUK KADDOUMI (ABOU LOTOF),
chef du département politique de l'OLP**

Sur l'accord du Sinaï, le rôle de l'Égypte dans la lutte arabe contre l'ennemi sioniste. Quelle est votre position par rapport à l'Égypte après l'accord du Sinaï ?

Nous sommes contre l'accord du Sinaï, qui est un accord partiel. Cet accord a eu des conséquences négatives au Moyen-Orient. En ce qui concerne nos relations avec les États arabes, elles sont déterminées par les sommets arabes de Rabat et d'Alger qui font un devoir à la nation arabe de se solidariser avec notre cause. Toute initiative allant à leur rencontre provoque notre désapprobation.

Nous tenons à ce que l'Égypte soutienne nos positions. En effet, stratégique-

ment, la position de l'Égypte est importante, car il s'agit de l'État arabe qui dispose du plus grand potentiel humain, économique et militaire ; par conséquent, son aide peut être très précieuse. Cependant, à certaines occasions, il nous arrive d'être en contradiction avec l'Égypte, comme avec n'importe quel autre État, sur la politique suivie dans telle ou telle question. Nous disons donc que nous sommes liés à l'Égypte par des liens nationaux, mais que nous pouvons être en désaccord avec ses positions politiques.

Sur le projet de la Jordanie et le lien avec le règlement. Quelle est votre position par rapport à la convocation du parlement jordanien et sa dissolution ?

La décision qu'a prise le gouvernement jordanien est fautive, et nous y sommes fondamentalement opposés. Ce parlement, qu'il a convoqué, est composé de 30 députés de Cisjordanie et 30 députés de Jordanie. Après le Sommet de Rabat, il était dissous, et conformément à cette décision, il devait y avoir un parlement représentatif pour la seule Jordanie. La décision de convoquer

une réunion de l'ancien parlement est donc une mesure opposée aux décisions de Rabat. Elle a des répercussions négatives sur le droit de l'OLP à représenter l'ensemble du peuple palestinien, où qu'il se trouve, à administrer tout territoire palestinien, et à prendre entièrement en charge la question palestinienne et la lutte en vue de la résoudre.

Quel est le lien entre les événements du Liban et le règlement ? Quels sont les liens entre la Résistance et les forces nationales libanaises ?

Le Liban fait partie de la nation arabe, et en tant que tel il subit l'influence de tous les événements qui la concernent. En tant que pays frontalier de la Palestine occupée, il subit cette influence plus que les autres. Il y a aussi au Liban la présence de la Révolution Palestinienne, du peuple palestinien (qui sont aussi présents dans d'autres pays arabes), qui rend ce pays particulièrement sensible à tout ce qui touche le problème palestinien. Pour toutes ces raisons, les événements du Moyen-Orient ont au Liban des conséquences positives ou négatives : les derniers événements en sont clairement la preuve.

Il faut y ajouter la constitution libanaise, la division confessionnelle, la misère, les agressions sionistes conti-

nuelles contre les villages libanais et les camps de réfugiés. Tous ces faits, joints à l'intervention de l'impérialisme américain ont fait du Liban la scène d'une lutte. Des éléments y ont été poussés à la haine contre l'intégration du Liban au monde arabe, contre le peuple palestinien et contre les forces progressistes libanaises. C'est la raison de ces événements regrettables. Nous espérons parvenir à un règlement entre arabes et surtout entre les parties concernées, au Liban même. Nos relations avec les forces nationales et progressistes sont bonnes, nous sommes en constante coordination pour maintenir l'unité du Liban, sa paix, son intégrité territoriale et sa souveraineté.



Interview réalisé par Yomna el Khalil

نحن نرى من كل المحرص ان تكون مصر معنا في موقفها. لأن مصر كأكبر دولة عربية من هامة من الناحية الاستراتيجية. وهي أكبر دولة عربية من الناحية البشرية والاقتصادية. ونحن نرى من ان تكون معنا في موقفها السياسي لأن ذلك سيعطي القضية الفلسطينية المزيد من القوة ..

أن دعوة البرلمان الاردني القديم الى الاجتماع هي خطوة منامية لقرارات مؤتمر الرباط ونحن نعتزف عليها من الاسباب. ويجب ان لا نعتزف عليها من الاسباب. ويجب ان لا يكون مفهوماً أن شك هذه الخطوة تؤدي على المعقود المشروعة للشعب الفلسطيني وعلى حق منظمة التحرير الفلسطينية في تمثيل كافة الفلسطينيين ايها وهدوا. أرضها وطنياً وقضية ركضاج ..

لا شك ان لبنان جزر من الوطن العربي حتى يتأثر بالفتنة بكل ما يحدث في هذا الوطن ... كان وجود الشعب الفلسطيني والثورة الفلسطينية في لبنان وفي البلدان العربية المباركة يجعلها أكثر تأثراً بأحداث القضية الفلسطينية وتطوراتها سياسياً واقتصادياً. وما جرى في لبنان ذلك واضح على ان لبنان كان عرضة لهذة المؤامرة .. بالأذونات الى ذلك ان التكوين الدستوري والشعب والطائفي والظلم الاجتماعي. والاعتداءات المتكررة من قبل اسرائيل على المنظمات وعلى جنود لبنان. كل هذه العداوات بالإضافة الى التدخلات الامبريالية جعلت من لبنان ساحته للصراع.